

Unis par l'histoire, tournés vers de nouveaux partenariats,  
l'Algérie et le Vietnam renforcent leur coopération **P-16**

Nabil Djamaa, expert financier à L'EXPRESS :  
pp : 6 et 7

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D INFORMATION /Mercredi 1<sup>er</sup> octobre 2025//N° 1173// PRIX 20DA



« Le secteur bancaire peut devenir le moteur de la diversification économique »

Une plateforme numérique au service de la transparence

## Signalement en ligne, l'arme anti-corruption de l'AAPI **P-03**



**L'**Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI) vient de lancer une plateforme numérique dédiée au signalement des infractions liées à l'acte d'investir, l'objectif étant de permettre aux investisseurs et aux employés de dénoncer, en toute confidentialité, toute tentative de corruption, de népotisme ou de chantage, afin de renforcer la transparence et de sécuriser les projets.

**Manifestations massives au Maroc :**

La Génération Z dans la rue contre chômage, inégalités et Coupe du monde **P-04**

**Plan de Trump**

**P-04**

Réactions contrastées  
en Palestine occupée



**Innovation et Industrie**

**Voiture électrique algérienne :  
un premier prototype  
en mars 2026**

**L'**Algérie avance vers la mobilité verte. Le premier prototype de voiture électrique 100 % algérienne sera dévoilé en mars 2026, a annoncé le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari.

**P-02**



## Innovation et Industrie

# Voiture électrique algérienne : un premier prototype en mars 2026

**L'**Algérie avance vers la mobilité verte. Le premier prototype de voiture électrique 100 % algérienne sera dévoilé en mars 2026, a annoncé le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari.



Le projet de la première voiture électrique conçue et fabriquée en Algérie franchit une nouvelle étape. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a annoncé, lundi dernier, la date de présentation du premier prototype. Invité du Forum de la Chaîne 1 de la radio nationale, le ministre a rappelé que le programme de recherche scientifique est directement lié aux priorités du gouvernement, notamment la sécurité alimentaire, énergétique, hydrique et sanitaire, ainsi que les innovations technologiques susceptibles d'être industrialisées et commercialisées. À ce titre, Kamel Baddari a indiqué que le premier prototype de la voiture électrique algérienne sera présenté en mars 2026, parallèlement à d'autres

projets en cours. Il a également souligné que les premières puces électroniques « made in Algeria » ont atteint « un stade de précision » encourageant. Initialement, la présentation du véhicule était prévue pour 2025, selon les déclarations faites en février 2024 par le directeur général de la recherche scientifique au ministère, Pr Mohamed Bouhicha. Celui-ci avait précisé qu'un consortium associant le CRTI et plusieurs industriels devait entamer la production dès l'année suivante. Le projet a donc pris du retard, mais reste inscrit dans la stratégie nationale d'innovation. Le projet de voiture électrique 100 % algérienne remonte à avril 2023, lorsqu'un premier prototype avait été présenté au siège du ministère par Kamel Baddari. Depuis, plusieurs initiatives ont renforcé sa crédibilité, notamment la

collaboration avec Karim Zaghbi, expert mondialement reconnu dans le domaine des batteries électriques. Basé au Canada, ce spécialiste de renommée internationale s'est associé, au début de l'année, au ministère de l'Énergie et des Mines pour développer la filière lithium en Algérie. Dans des déclarations à la télévision nationale, il avait affirmé que la fabrication d'une voiture électrique intégralement algérienne est « à la portée du pays », grâce aux compétences locales et à l'expertise de la diaspora scientifique. « Nous allons travailler de l'exploitation des mines jusqu'à la construction d'un véhicule électrique 100 % algérien, avec l'appui des compétences établies à l'étranger qui souhaitent contribuer », avait-il expliqué.

Y. B.

## Transparence et compétitivité Le ministère de l'Intérieur mise sur le digital et la flotte maritime

L'évaluation des chantiers de numérisation du secteur et l'examen des moyens de développement du secteur du transport maritime ont fait l'objet lundi de l'encadrement d'une réunion d'encadrement au ministère de l'Intérieur. Chapeautée par Saïd Sayoud, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, elle a regroupé les cadres du ministère, indique un communiqué de ce dernier. Les instructions fermes du président de la République, concernant « le parachèvement du processus de numérisation avant la fin de l'année en cours et l'accélération des projets sectoriels y afférents ». Ont été rappelés à l'occasion par Sayoud dès l'entame de la réunion tenue au Palais du gouvernement à Alger. Le ministre a écouté à l'occasion des exposés traitant de l'évaluation des divers projets en cours, avant de donner une série d'orientations. Il s'agit notamment de la régulation, en étroite coordination avec le Haut-Commissariat à la numérisation, des projets à caractère prioritaire. Ces derniers dont le parachèvement est prévu avant la fin de l'année, avec le respect rigoureux des instructions du président de la République. Elles concernent notamment l'accélération et le parachèvement final des systèmes informatiques statistiques économiques et sociaux, à même de conférer plus de transparence et d'efficacité à la gestion des affaires publiques. Les chantiers liés à l'amélioration et à la modernisation des services publics fournis au citoyen ne sont pas en reste. S'agissant du deuxième volet, ayant trait au transport maritime, l'occasion a été propice pour le rappel des précédentes orientations du ministre portant sur la nécessité de la récupération des navires algériens bloqués à l'étranger et d'assurer la maintenance de ceux à l'arrêt depuis plusieurs années avec leur remise en service dans les délais fixés », précise la même source. "La récupération de tous les navires bloqués, la remise en service d'un important nombre de navires après leur maintenance, l'amélioration des conditions de voyage, la résolution de la crise des billets durant la saison estivale, l'octroi de 8 nouvelles accréditations aux opérateurs économiques dans le domaine du transport des voyageurs, l'augmentation des capacités de la flotte nationale, ainsi que l'enregistrement d'indicateurs financiers positifs" tels sont les résultats palpables des orientations données auparavant. Par ailleurs, le ministre a appelé à l'accélération du lancement de la ligne maritime de l'Est vers le Sultanat d'Oman et à l'adoption des stratégies de marketing modernes à même de renforcer la compétitivité de la flotte nationale. L'appel à la poursuite des efforts pour la promotion des entreprises nationales et le renforcement de leur place au double plan régional et international. Enfin le ministre a adressé à l'occasion ses remerciements au groupe algérien de transport maritime GATMA et à l'Entreprise de transport maritime de voyageurs ENTMV, pour les efforts consentis et les performances réalisées durant la saison estivale 2025, avant d'appeler à "la poursuite du travail avec un esprit de compétitivité basé sur l'innovation et le marketing intelligent, en synergie avec la vision du président de la République pour la construction d'une économie diversifiée et numérique", ajoute le communiqué. **Kader M.**

## Transmed, l'axe vital du gaz algérien vers l'Europe

# Hausse des exportations gazières vers l'Italie

Selon les statistiques du ministère italien de l'Environnement et de la Sécurité énergétique, les exportations de gaz naturel algérien par gazoducs ont atteint 12,519 milliards de m<sup>3</sup> entre janvier et fin juillet 2025, contre 12,469 milliards de m<sup>3</sup> durant la même période en 2024, soit une progression de 0,4 %. Ces volumes transitent principalement par le gazoduc Transmed, auxquels s'ajoutent des livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL). Les exportations se sont établies à 1,577 milliard de m<sup>3</sup> en juillet, 1,833 milliard de m<sup>3</sup> en juin et 1,850 milliard de m<sup>3</sup> en mai. Sur le premier semestre 2025, elles ont grimpé à 31,107 milliards de m<sup>3</sup>. Entre janvier et avril 2025, elles se sont élevées à 7,259 milliards de m<sup>3</sup>, contre 6,912 milliards de m<sup>3</sup> à la même période de 2024, soit une

hausse de 5 %. D'après le rapport, les volumes acheminés via le point d'entrée de Mazara del Vallo, par le gazoduc algéro-italien Transmed Enrico Mattei, ont atteint 1,839 milliard de m<sup>3</sup> en avril 2025, contre 2,136 milliards de m<sup>3</sup> en avril 2024. Les données fournies par l'Italie indiquent par ailleurs que les importations totales de gaz de l'Italie se sont établies à 19,699 milliards de m<sup>3</sup> au cours des quatre premiers mois de 2025, contre 20,348 milliards de m<sup>3</sup> sur la même période en 2024 (-3,2 %). La production nationale de gaz a, quant à elle, atteint 1,233 milliard de m<sup>3</sup>, contre 980 millions de m<sup>3</sup> un an plus tôt (+25,9 %). La consommation globale s'est élevée à 25,849 milliards de m<sup>3</sup> sur les quatre premiers mois de 2025, contre 24,078 milliards de m<sup>3</sup> en 2024 (+7,4 %). La ville historique de

Mazara del Vallo, en Sicile, constitue le principal port d'entrée du gaz algérien en Italie et joue un rôle stratégique pour la sécurité énergétique européenne. Les livraisons transitent par le gazoduc Transmed, long de 2 475 km, reliant le champ gazier de Hassi R'mel à la Sicile, en passant par la Tunisie (via Gabès) et la Méditerranée. Sa capacité actuelle est de 30,2 milliards de m<sup>3</sup>/an, extensible à 40 milliards de m<sup>3</sup>. Mis en service en 1983, il demeure l'un des ouvrages gaziers stratégiques majeurs de la Méditerranée. Mazara del Vallo a été choisie pour sa position géographique privilégiée, c'est le port italien le plus proche de l'Afrique du Nord (environ 600 km de l'Algérie) et il dispose d'infrastructures adaptées, notamment une station de réception reliée au réseau Snam Rete Gas. La ville bénéficie

également de liens commerciaux anciens avec l'Algérie. Depuis la baisse des importations russes, l'Algérie est devenue le deuxième fournisseur de gaz de l'Italie, couvrant environ 30 % de ses besoins. En 2022, les deux pays ont signé un accord visant à augmenter de 40 % les livraisons algériennes. Pour l'Union européenne, le gaz algérien est désormais une source d'approvisionnement prioritaire dans la stratégie de diversification énergétique. À moyen terme, l'extension du Transmed jusqu'à 40 milliards de m<sup>3</sup>/an est envisagée, ainsi que la construction d'un gazoduc direct entre l'Algérie et la Sicile, sans passer par la Tunisie. Ce futur corridor pourrait être adapté au transport de l'hydrogène vert, issu des projets algériens dans les énergies solaire et éolienne. **Y.S.**

# L'EXPRESS



Quotidien national  
d'information édité par la  
**SARL ADRA COM**  
Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader Safir,  
02 Rue Farid Zouiouache,  
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz  
www.lexpressquotidien.dz  
TEL/fax : 023.70.99.92  
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :  
**NOURDINE BRAHMI**  
DIRECTEUR HONORAIRE:  
**ZAHIR MEHDAOUI**  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
**RABAH YUCEF RABAH**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À :  
L'Entreprise Nationale de communication  
d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42  
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

**Impression:**  
Société d'Impression  
d'Alger (SIA)  
**Diffusion:**  
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou  
tout autre document et illustration  
adressés ou remis à la Rédaction ne  
sont pas rendus et ne peuvent faire  
l'objet d'une réclamation.

Une plateforme numérique au service de la transparence

# Signalement en ligne, l'arme anti-corruption de l'AAPI

**L'**Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI) vient de lancer une plateforme numérique dédiée au signalement des infractions liées à l'acte d'investir, l'objectif étant de permettre aux investisseurs et aux employés de dénoncer, en toute confidentialité, toute tentative de corruption, de népotisme ou de chantage, afin de renforcer la transparence et de sécuriser les projets.



■ Par Boualem Alami

La lutte contre la corruption, le népotisme et les passe-droits sont le nouveau cheval de bataille de l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI), qui veut fluidifier et sécuriser le long processus menant vers la concrétisation des projets industriels, agricoles ou dans le secteur des services. Le désir de transparence dans le processus d'investissement est le motif essentiel pour l'AAPI pour que les investisseurs réels et potentiels puissent mener à bon port leurs projets. L'AAPI a lancé lundi un nouveau service de signalement pour les investisseurs et ses propres employés à travers un communiqué dans lequel elle annonce la mise en place d'une plateforme numérique permettant de signaler des infractions liées à l'acte d'investissement. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts continus de l'AAPI "visant à améliorer le climat de l'investissement, à renforcer les principes de transparence et de confiance, ainsi qu'à promouvoir une culture d'intégrité et de responsabilité", explique le communiqué. En fait, le système est

simple, et consiste à encourager les lanceurs d'alerte sur des opérations douteuses ou des actes malveillants et de corruption. Il s'agit donc d'un nouvel espace dédié au signalement des infractions, permettant à l'ensemble des intervenants dans le processus de l'investissement en Algérie de dénoncer les agissements illégaux, y compris les tentatives de corruption et de chantage. L'objectif de cette mesure a pour but de permettre à l'ensemble des parties prenantes (employés, investisseurs, porteurs de projets...) de signaler les différents dépassements pouvant survenir dans le secteur de l'investissement, tout en gardant leur anonymat. Les signalements se font en effet "en toute confidentialité" et pour "tout comportement illégal, pratique inappropriée, tentative de corruption ou dépassement pouvant survenir lors de la réalisation des procédures liées à la concrétisation des projets d'investissement", précise le communiqué de l'AAPI qui ajoute que "le déclarant remplit le formulaire de signalement en inscrivant ses nom et prénom, sa nationalité, son numéro de téléphone, son adresse e-mail et son statut professionnel". Il doit ensuite fournir

une description détaillée de l'infraction ou de la tentative de chantage, le lieu et la date des faits. S'il dispose de preuves, il peut aussi télécharger les documents. Cette démarche se fait sur une même plateforme, en toute sécurité, et si le déclarant doit s'identifier, ses informations personnelles restent confidentielles, explique l'agence selon laquelle "toutes les informations seront traitées de manière strictement confidentielle et l'identité du déclarant ne sera divulguée en aucun cas". Une fois le formulaire rempli, le signalement est directement transmis aux autorités compétentes pour étude et traitement, "avec la garantie d'une confidentialité totale et de la protection du lanceur d'alerte". Ajoute l'AAPI qui, à travers cette procédure, réaffirme son engagement à "lutter contre toutes les formes de corruption", à "garantir l'égalité de traitement" (des dossiers d'investissements), et à "promouvoir une culture d'intégrité et de responsabilité". Au printemps dernier, une réunion du gouvernement avait été consacrée à l'un des dossiers les plus importants de l'investissement, à savoir le foncier industriel. La question a été tranchée durant une réunion présidée par le président de la République qui a trouvé la solution à ce problème qui bloquait plus ou moins beaucoup de projets potentiels d'investissements. Le président de la République a donné des instructions fermes pour prendre en charge cette question et assurer un nombre suffisant de ces assiettes jusqu'à la concrétisation effective de 20 000 projets à moyen terme, c'est-à-dire durant le deuxième mandat présidentiel. En outre, le président Tebboune a également instruit de «consacrer le principe du guichet unique pour que l'investisseur puisse y trouver tous les services et obtenir toutes les autorisations», d'autant plus que cette mesure «constitue une solution contre la bureaucratie afin d'améliorer le climat d'investissement». Dès lors, les facilités administratives, techniques et matérielles, dont l'affectation de lots de terrains pour les projets industriels créateurs d'emplois, semblent porter leurs fruits : À fin juillet dernier, le nombre de projets déclarés effectifs par l'AAPI via son site web officiel s'est établi à 16 500, très proche du chiffre de 20 000 escompté par les pouvoirs publics. La lutte contre la corruption et les manœuvres et actes délictueux allant dans le sens du blocage, voire de l'annulation de projets industriels porteurs pour l'économie nationale figure désormais dans l'agenda de l'AAPI qui veut promouvoir au sein de ses structures l'émergence de lanceurs d'alerte pour sécuriser et dénoncer toute action douteuse ou blocage des projets d'investissements.

**Bourse de partenariat**

## Nouvel outil pour dynamiser l'investissement

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a lancé depuis Blida la Bourse de partenariat, une plateforme numérique visant à faciliter la mise en relation entre investisseurs et porteurs de projets, algériens et étrangers. Accessible via le site officiel de l'AAPI, cet espace interactif propose un listing de projets ouverts aux partenariats, permettant aux entrepreneurs de présenter leurs idées, exprimer leurs besoins et trouver des associés potentiels dans un environne-

ment sécurisé. Supervisée par le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, en collaboration avec le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, cette initiative s'inscrit dans le processus de numérisation des services de l'agence. Elle permet également de collecter des données actualisées sur les tendances du marché et les opportunités de croissance. Depuis sa création en novembre 2022, l'AAPI a enregistré plus de 17 000 projets d'investissement, suscep-

tibles de générer plus de 420 000 emplois directs. Le défi majeur reste leur concrétisation effective, afin d'atteindre l'objectif fixé par le président Abdelmadjid Tebboune, soit 20 000 projets réalisés d'ici 2029. Parallèlement, l'État poursuit ses réformes pour lever les obstacles liés au foncier industriel, avec la numérisation de la base de données nationale et la mise à disposition de 832 terrains industriels destinés aux investisseurs.

Y. B.

## ÉDITORIAL I EXPRESS

### Le temps des lanceurs d'alerte

■ Par Merouane Korso

C'est une première dans le paysage souvent glauque de l'investissement en Algérie et dans l'économie algérienne, qui enregistre une fraîche nouveauté allant dans le sens de l'assainissement de ses rouages. L'annonce en elle-même est une innovation salvatrice pour, sinon relancer l'investissement, du moins garantir un vrai climat de confiance pour les investisseurs. La nouveauté introduite donc par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement est la mise en place d'une sorte de canal, une plateforme dédiée en fait, pour signaler, sans euphémisme, et lancer des alertes en cas de corruption et de blocage des projets d'investisseurs. Le fait est que l'AAPI veut qu'il y ait des lanceurs d'alerte pour signaler tout comportement suspect, frauduleux ou de corruption dans le processus des investissements. L'agence a donc mis en place une plateforme numérique permettant de signaler des infractions liées à l'acte d'investissement. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts continus de l'AAPI "visant à améliorer le climat de l'investissement, à renforcer les principes de transparence et de confiance, ainsi qu'à promouvoir une culture d'intégrité et de responsabilité", explique l'agence dans une démarche qui est loin d'être innocente comparativement aux récriminations et aux annulations en cascade de projets d'investissements, sinon de blocages souvent inexplicables de projets d'investissements. Le communiqué de l'AAPI inclut dorénavant son administration, à travers ses employés, dans ce processus de traque des actes délictueux ou de corruption touchant l'acte d'investir. Le système consiste à encourager les lanceurs d'alerte à signaler des opérations douteuses ou des actes malveillants et de corruption, que ce soit des investisseurs ou des employés. Il s'agit donc d'un nouvel espace, d'une nouvelle mentalité citoyenne dédiée au signalement des infractions, permettant à l'ensemble des intervenants dans le processus de l'investissement en Algérie de dénoncer les agissements illégaux, y compris les tentatives de corruption et de chantage. Et si l'Agence a décidé de sévir et de lutter contre ce type d'infractions, de comportements et de manœuvres entravant la bonne marche des projets d'investissements, et donc de blocage de l'économie nationale, c'est que cela est devenu patent que l'investissement fait l'objet de blocages qui mettent à mal la politique des pouvoirs publics de soutien à cette niche non moins névralgique de la croissance et de la diversification économique dans notre pays. L'acte d'investir est en soi un engagement financier et moral, adossé à des conditionnalités très strictes et souvent draconiennes, avec l'implication de banques et d'institutions financières et administratives souveraines pour que cet effort de la communauté économique nationale soit sabordé, ou bloqué, sinon détourné vers des impasses. L'encouragement des lanceurs d'alerte dans ce secteur vital de l'économie nationale n'est pas fortuit, ni innocent, dès lors que des investissements lourds, financés par les institutions financières nationales, des banques ou des groupes d'intérêts industriels, ne doivent pas être bloqués ou entravés au risque de mener vers une sorte de faillite de la politique nationale des investissements. Cela va du simple employé à tout potentiel investisseur pour que l'économie nationale soit sainement irriguée par des investissements propres, continus et produisant une vraie croissance économique. Pérenne et productrice de valeurs morales saines dans la sphère économique nationale.

M. K.

Chems-Eddine Hafiz le révèle :

## « Le président Tebboune voulait instaurer un partenariat franc avec Paris »

**L**e recteur de la Grande Mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz, a révélé que le président Abdelmadjid Tebboune, dès son arrivée au pouvoir, avait misé sur une relation « claire et simple » avec la France. Convaincu de la parole d'Emmanuel Macron, il voulait donner un nouvel élan au partenariat entre Alger et Paris.



Le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz, a livré, lundi dernier, un rare témoignage sur la relation personnelle entre Abdelmadjid Tebboune et Emmanuel Macron. De « l'affection » affichée au début du quinquennat à la rupture consommée après la reconnaissance par Paris de la marocanité du Sahara occidental, il décrit une confiance trahie et une fracture désormais difficile à résorber. Le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz, a livré, lundi 29 septembre, des confidences sur la relation particulière qu'entretenaient Abdelmadjid Tebboune et Emmanuel Macron, aujourd'hui brisée sur fond de

tensions diplomatiques persistantes entre Alger et Paris. Invité de la chaîne One TV, le responsable de la plus importante institution musulmane de France est revenu sur la dégradation des rapports bilatéraux. « Les Algériens de France sont effectivement des victimes collatérales d'un problème politique », a-t-il constaté, notant qu'« on voit des élans racistes et des déclarations contre les Algériens » depuis le déclenchement de la crise. Selon lui, le président Abdelmadjid Tebboune, dès son arrivée à la magistrature suprême, « a voulu véritablement avoir une relation extrêmement claire et simple avec la France ». « Il voulait vraiment la dévelop-

per et il avait beaucoup cru dans la parole du président Macron », a poursuivi l'avocat honoraire, reçu à plusieurs reprises par le chef de l'État Abdel Madjid Tebboune. Du côté français, Emmanuel Macron multipliait également les signaux positifs. Hafiz rapporte des propos marqués par une certaine proximité. « Quand je parle avec lui (Macron), il me disait notre grand frère Abdelmadjid Tebboune », a-t-il confié. Et d'ajouter : « Une fois même, j'avais sursauté quand il m'avait dit : je te regarde et je pense à mon frère Abdelmadjid Tebboune ». Cette relation, nourrie par ce que le recteur qualifie « d'affection », s'est pourtant effondrée. Pour lui, la rupture ne tient pas seulement à la déclaration du président français en juillet 2024, reconnaissant la marocanité du Sahara occidental. « Je ne pense pas que c'est lié uniquement à la déclaration de juillet 2024. Le président Macron a fait énormément de promesses au président algérien, des promesses qui n'ont pas été tenues », souligne-t-il. Et d'insister : le président Tebboune « s'est beaucoup agacé de cela ». La reconnaissance par Paris de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental a néanmoins constitué un tournant décisif. « La déclaration du président Macron sur la marocanité du Sahara occidental a beaucoup irrité le président Tebboune. Et c'était là que ce dernier a compris qu'il ne pouvait plus rien faire avec le président Macron », explique encore Hafiz. L'aggravation des tensions s'est accentuée, selon lui, avec les instructions données début août par Emmanuel Macron à son Premier ministre, François Bayrou – avant sa chute le 8 septembre – pour durcir le ton avec Alger. « Elles ont envenimé la situation », estime-t-il, ajoutant : « Et je pense que, de part et d'autre, si on veut véritablement aboutir à une sortie de crise, des déclarations pareilles ne sont pas nécessaires ». Malgré la profondeur de la fracture, Chems-Eddine Hafiz ne ferme pas la porte à une reprise du dialogue. À ses yeux, Abdelmadjid Tebboune conserve la volonté et la capacité de renouer le fil. Le recteur affirme que pour le président algérien, « le seul personnage important à ses yeux en France, c'est le président Macron ». **Younes B.**

### Plan de Trump

#### Réactions contrastées en Palestine occupée

Le mouvement du Hamas, qui a reçu lundi le plan du président américain Donald Trump visant à mettre fin à la guerre dans la bande de Gaza, a commencé hier à l'étudier, sans toutefois faire de commentaire officiel. Selon des médias, le Hamas a entamé hier une série de consultations qui pourraient prendre plusieurs jours au sein de ses instances politiques et militaires, en Palestine et à l'étranger. À l'issue de ces consultations, il présentera une réponse nationale représentant le mouvement et les factions de la résistance. Le plan a déjà été approuvé par le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Il prévoit la libération de tous les otages détenus par le Hamas, la démilitarisation de la résistance, le retour de l'aide humanitaire à Gaza et la présence dans l'enclave d'une force internationale de stabilisation. Ce plan n'est en fait qu'une exigence de reddition déguisée en offre de paix, car il reprend l'ensemble des exigences sécuritaires d'Israël sans lui demander d'engagements réels sur le plan politique. Mieux, la création d'un comité technocratique et apolitique présidé par Donald Trump pour diriger Gaza permettra à Israël de gérer la région en bilatéral avec les États-Unis. Autant dire que, s'il est appliqué tel quel, ce plan offre une victoire éclatante à Israël, puisqu'il ne prévoit ni la résolution totale du conflit, ni la reconnaissance de l'État palestinien. En tout cas, tout le monde attend la réponse du Hamas qui a déclaré qu'il examinerait ce plan de bonne foi et y répondrait. Comme prévu, le plan de Trump a suscité de nombreuses réactions à travers le monde. De nombreux pays arabes et musulmans, comme l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis, la Turquie, l'Indonésie et le Pakistan, ont salué, dans un communiqué commun, « le rôle du président américain et ses efforts sincères visant à mettre fin à la guerre à Gaza ». Ils ont affirmé leur volonté de s'engager de manière positive et constructive avec les États-Unis et les parties prenantes afin de finaliser l'accord et d'assurer sa mise en œuvre. Les alliés européens de Washington se sont également empressés d'exprimer leur soutien, les dirigeants britannique, français, allemand et italien ont exprimé leur ferme appui au plan. Le président du Conseil européen, António Costa, a salué ce plan et a exhorté toutes les parties à « saisir cette occasion pour donner une chance réelle à la paix ». Les réactions sont contrastées du côté palestinien. Si l'Autorité palestinienne a mis en avant les « efforts sincères et déterminés » de Donald Trump, selon un communiqué, disant « accorder sa confiance en sa capacité à trouver un chemin vers la paix », le secrétaire général du mouvement du Jihad islamique en Palestine, Ziad al-Nakhala, a déclaré que ce qui a été annoncé lors de la conférence de presse entre Trump et Netanyahu est un accord américano-sioniste, qu'il représente la position d'Israël dans son ensemble, et qu'il constitue une « recette » pour la poursuite de l'agression génocidaire contre le peuple palestinien. Al-Nakhala a ajouté, dans une déclaration à la presse lundi soir, qu'Israël (entité usurpatrice « nazie sioniste ») tente, à travers les États-Unis, d'imposer ce qu'il n'a pas réussi à obtenir par la guerre. « Par conséquent, nous considérons l'annonce américano-sioniste comme une recette pour faire exploser la région », a-t-il affirmé.

**Hakim H.**

### Manifestations massives au Maroc

## La Génération Z dans la rue contre chômage, inégalités et Coupe du monde

■ Par Karima Baba Aissa

Pour la deuxième journée consécutive, plusieurs villes marocaines ont été le théâtre de manifestations de jeunes issus de la « Génération Z », dimanche 29 septembre. Ces mobilisations, marquées par un fort déploiement policier et de nombreuses arrestations, traduisent une exaspération croissante face au chômage de masse, à la dégradation des services publics et aux dépenses consacrées à l'organisation de la Coupe du monde de football. Les protestations, qui ont rassemblé plusieurs centaines de jeunes à Casablanca, Rabat et dans d'autres grandes villes, dénonçaient le contraste entre les investissements massifs dans les infrastructures sportives et la faiblesse persistante des systèmes de santé et d'éducation. « Les manifestants ont été confrontés à une grande violence et des dizaines d'entre eux ont été arrêtés », a déclaré Souad Brahma, présidente de l'Association marocaine des droits humains, qui souligne que « ces jeunes réclament des droits justes et simples, auxquels l'État aurait pu répondre ». Selon des sources judiciaires relayées par la presse locale, une cinquantaine de personnes étaient toujours détenues lundi matin, la plupart à Casablanca et Rabat. Certaines ont été relâchées, d'autres devaient être présentées devant le parquet dans les prochaines heures. Le bureau de l'Association des jeunes avocats

de Casablanca a annoncé qu'il assurerait la défense de l'ensemble des interpellés. Dans un communiqué, l'organisation dénonce des « arrestations arbitraires » et « une régression grave des acquis en matière de droits humains ». Elle rappelle que la liberté d'expression et de manifestation pacifique est garantie par la Constitution marocaine et les conventions internationales ratifiées par le pays. Des images diffusées sur les réseaux sociaux montrent des charges policières contre des rassemblements non violents, où des slogans tels que « la santé avant les stades » ou « du travail, pas des arrestations » étaient scandés. Dans une prise de position remarquée, Nabila Mounib, députée du Parti socialiste unifié, a jugé que ces manifestations « sonnent comme une alerte que le gouvernement doit entendre ». Elle dénonce l'affaiblissement des partis politiques et la mise sous tutelle de la société civile, qui aurait conduit les jeunes à se structurer en coordinations indépendantes. Mme Mounib a également insisté sur l'aggravation des inégalités sociales et régionales, la hausse du chômage, la dégradation des services publics et la persistance de l'analphabétisme et du décrochage scolaire. « Gouverner, a-t-elle rappelé, ne signifie pas réprimer ou intimider la population, mais servir ses intérêts ». Le mouvement a trouvé un écho important à l'étranger. Le Washington Post a titré sur « des jeunes Marocains affrontant la police pour dénoncer les dépenses liées aux stades

et la dégradation du système de santé ». The Independent a souligné « des heurts lors de manifestations contre les dépenses de la Coupe du monde ». La chaîne russe RT a choisi de mettre en avant le slogan « des hôpitaux avant les stades », tandis que l'agence américaine Associated Press, l'agence espagnole EFE et la chaîne française France 24 ont toutes insisté sur l'ampleur des déploiements policiers et des arrestations. Selon leurs estimations, les manifestations ont touché au moins onze villes. À Rabat, a rapporté l'agence EFE, les autorités ont instauré un cordon sécuritaire autour des principaux lieux de rassemblement, procédant à des dispersions rapides et à des interpellations, malgré le caractère pacifique des mobilisations. Les organisateurs de la « Génération Z » ont annoncé leur intention de poursuivre la mobilisation dès lundi, en changeant de tactique, les lieux des rassemblements ne seront désormais annoncés qu'au dernier moment pour déjouer les contrôles policiers. Cette « contestation » survient dans un climat politique tendu. L'état de santé du roi Mohammed VI continue d'alimenter des spéculations, tandis que des divisions au sein de la famille royale sur la question de la succession se sont récemment exprimées publiquement. Ces luttes de pouvoir, qui impliquent également les services de sécurité et leurs soutiens extérieurs, accentuent l'impression d'un système fragilisé, désormais exposé à de multiples incertitudes.

Lutte contre les stupéfiants en Algérie

# Les tests antidrogue bientôt obligatoires dans les concours et les entreprises

**L**a loi n° 25-03 du 1<sup>er</sup> juillet 2025 impose des tests de dépistage de stupéfiants et de psychotropes aux candidats aux concours publics et privés. Mais en l'absence de textes d'application, la mesure n'est pas encore effective. La présidente de la chambre sociale de la Cour d'Alger, Mme Handaoui, alerte sur les zones d'ombre : choix des laboratoires, prise en charge des frais, encadrement des mineurs et intégration de ces contrôles dans les règlements intérieurs des entreprises.



Par Meriem Kaci

En effet, la loi n° 25-03 du 1<sup>er</sup> juillet 2025 a introduit de nouvelles dispositions dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'usage et le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes. Parmi ces dispositions figure celle qui concerne les conditions d'accès aux concours de recrutement. L'article 5 bis 9 stipule : « Des tests de dépistage négatifs attestant de la non-consommation de stupéfiants ou de substances psychotropes sont exigés dans les dossiers des candidats aux concours de recrutement dans les administrations, les établissements et institutions publics, les établissements d'intérêt général et ceux ouverts au public, ainsi que dans les institutions et organismes du secteur privé », rappelle Mme Handaoui. Or, dans l'attente de la parution d'un texte d'application, la présentation de ce test de dépistage négatif reste non applicable. Les détails relatifs à cette obligation, notamment les modalités de sa mise en œuvre, devraient être précisés par des textes d'application. « Les modalités de réalisation de ces tests de dépistage doivent être clairement définies dans des textes d'application », a-t-elle expliqué. La présidente de la chambre sociale de la Cour d'Alger a cité, entre autres, la crédibilité du « laboratoire, public

ou privé », qui effectuera le test, ainsi que la partie devant couvrir le coût de cet examen médical – « l'employeur ou le demandeur d'emploi » –, qui, souligne Mme Handaoui, pourrait se retrouver face à l'obligation de dépenser de l'argent alors qu'il postule pour un emploi. Ces tests de dépistage peuvent également s'appliquer aux élèves dans les établissements éducatifs ou de formation professionnelle, a-t-elle ajouté. « Les directeurs d'établissement ont le droit d'exiger de tels tests. Pour les écoliers et ceux inscrits dans les centres de formation, généralement des mineurs, la loi exige d'obtenir l'autorisation des autorités compétentes pour procéder aux tests. En cas d'absence de tuteur, c'est le juge des mineurs qui octroie l'autorisation pour effectuer cet examen. » Pour elle, la consommation de drogues et de substances psychotropes sur le lieu de travail est considérée comme une « faute professionnelle grave », pouvant entraîner un licenciement sans préavis ni indemnités. Pour lutter contre cette problématique, Mme Handaoui juge « primordial » de prendre toutes les mesures légales nécessaires afin de prévenir ce phénomène, notamment en intégrant dans le règlement intérieur de chaque entreprise la classification de la consommation de drogues et de substances psychotropes comme une faute grave justifiant le licenciement sans indemnité. « Il est impératif d'imposer des

tests de dépistage de drogues dans toutes les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, car ces tests représentent la meilleure prévention contre la consommation de drogues sur le lieu de travail », a-t-elle insisté, en précisant que ces tests sont déjà pratiqués dans le milieu sportif. S'agissant de la prévention des risques professionnels, la conférencière estime que l'employeur a une responsabilité directe envers l'institution, en tant que structure, et envers les travailleurs, en tant qu'élément humain, afin d'améliorer les conditions de travail et de réduire le taux d'accidents et de maladies professionnelles, tout en préservant l'élément humain. Chaque environnement de travail, dit-elle, présente des risques spécifiques, et il est essentiel de se protéger contre les incendies en mettant en place des dispositifs d'alarme et en s'assurant de la disponibilité et de l'efficacité des extincteurs. Ainsi, « chaque employeur doit s'assurer de la protection de ses employés contre les risques liés à leur environnement de travail, qu'il s'agisse de risques chimiques, physiques, biologiques ou autres ». Les obligations concernant le travailleur lui-même passent principalement par la sensibilisation de ce dernier et la connaissance des dangers présents dans son environnement de travail, ainsi que des moyens de prévention et de réaction appropriés en cas de danger.

Recherche et innovation en Algérie  
« ProtoMarket », jusqu'à 2 millions DA pour les projets étudiants

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, hier, le lancement du plus grand challenge national baptisé « ProtoMarket », destiné à soutenir les prototypes commercialisables des étudiants et diplômés titulaires du label « projet innovant ». Cette initiative vise à accompagner les porteurs de projets innovants dans le développement de leurs prototypes et leur transformation en produits commercialisables. Les candidats retenus, ajoute la même source, bénéficieront d'un financement pouvant atteindre 1 million de dinars (100 millions de centimes), avec une possibilité d'augmentation à 2 millions de dinars dans des cas exceptionnels, selon les critères fixés par la commission nationale de sélection.

Les inscriptions au programme ont été ouvertes via la plateforme numérique hier et se poursuivront jusqu'au 6 octobre 2025. Quant aux résultats finaux, ils seront annoncés le 19 octobre 2025.

Invité lundi du forum « El Oula » de la Radio nationale, le ministre Kamel Baddari a par ailleurs indiqué que les étudiants porteurs de projets finalisés bénéficieront d'un soutien financier supplémentaire variant entre 1 et 2 millions de dinars, afin d'encourager l'esprit entrepreneurial dans le milieu universitaire et de contribuer au développement d'une économie nationale forte, intelligente et innovante.

M. Baddari a, en outre, fait savoir que l'Algérie présentera au public son premier prototype de voiture électrique au mois de mars prochain, tandis que les premières puces électroniques algériennes ont atteint la phase de vérification technique. Il a situé ces deux réalisations, d'une importance capitale, dans une vision où la recherche est directement connectée aux priorités économiques du pays.

Le ministre a insisté sur le fait que le programme de la recherche scientifique est la résultante des orientations gouvernementales dans les domaines de la sécurité alimentaire, énergétique, hydrique et sanitaire, ainsi que des innovations susceptibles de se transformer en produits finis commercialisables. « L'agenda de la recherche scientifique est directement lié au programme du gouvernement », a-t-il déclaré.

D'après le ministre, la présentation du prototype de voiture électrique 100 % algérienne devrait se faire en mars prochain. Sa finalisation, faut-il le rappeler, était initialement prévue pour l'année 2025, avait annoncé Mohamed Bouhicha, directeur général de la recherche scientifique au MESRS. Ce projet a été appuyé par les compétences de Karim Zaghbi, réputé pour être un spécialiste de la batterie électrique. Ce dernier avait dévoilé, en avril dernier, ses ambitions de fabriquer une voiture électrique 100 % algérienne. M. Zaghbi a également accompagné le ministère de l'Énergie et des Mines pour développer localement la filière du lithium, essentielle à la mise en place d'une industrie algérienne de l'électrique. « Nous allons travailler de l'exploitation des mines jusqu'à la voiture électrique 100 % algérienne, parce que nous avons des compétences à l'étranger qui veulent aider », avait indiqué le spécialiste de la batterie électrique.

Accidents de la route

## 24 morts et plus de 1 400 blessés en une semaine sur les routes

Vingt-quatre personnes sont décédées et 1 429 autres ont été blessées dans 1 238 accidents de la circulation survenus entre le 21 et le 27 septembre à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mila avec trois morts et 49 blessés, suite à 40 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 520 interventions pour le sauvetage de 212 personnes au niveau des plages autorisées à la baignade, déplorant toutefois



le décès de trois personnes par noyade en mer.

En outre, les secours de la Protection civile ont mené 1 586 interventions pour l'extinction de 1 109 incendies urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (128 incendies), Blida (65) et Annaba (52), a souligné le bilan.

Le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a permis l'extinction de six incendies de forêts, six de maquis, 31 de broussailles, sept d'arbres fruitiers et neuf incendies de palmeraies.

NABIL DJAMAA, EXPERT FINANCIER, À L'EXPRESS :

# « Le secteur bancaire peut devenir le moteur de la diversification économique »

Alors que le président de la République appelle à stimuler la création de banques privées, Nabil Djamaa analyse les retombées possibles de cette décision. Croissance, emploi, lutte contre l'informel, mais aussi intégration régionale : les opportunités sont immenses, à condition d'accompagner cette ouverture par une régulation forte et des réformes structurelles.

Entretien réalisé par Inès B.

**L'Express : Le président de la République a récemment demandé au gouvernement d'encourager les opérateurs financiers algériens à investir dans la création de banques privées. Quelle conséquence d'une telle décision sur le secteur financier ?**

**Nabil Djamaa :** Tout d'abord, je vais élargir plus loin l'analyse vers l'impact macroéconomique global d'une telle décision sur l'économie algérienne. Concernant la croissance économique. Avec plus de banques privées, le financement ne restera pas concentré sur les grands projets publics ou les entreprises d'État. Les PME, TPE et startups, qui représentent l'essentiel du tissu économique mais manquent d'accès au crédit, pourraient bénéficier de nouveaux produits essentiels adaptés. Ceci favoriserait un essor de l'investissement productif, créateur de valeur ajoutée et de diversification économique hors hydrocarbures. Résultat attendu : un effet multiplicateur sur la croissance, car chaque dinar de crédit bancaire correctement orienté génère de l'activité réelle. Sur l'emploi, le développement de banques privées crée directement des emplois qualifiés dans le secteur financier (analystes, informaticiens, gestionnaires de risques, conseillers). Indirectement, en facilitant le financement des entreprises, cela stimule la création d'emplois dans l'industrie, l'agriculture et les services. Les jeunes diplômés, aujourd'hui en difficulté d'insertion, trouveraient ainsi plus d'opportunités via la dynamique de ces nouveaux acteurs.

Sur la circulation de la monnaie et la réduction du cash, le système bancaire algérien souffre d'une surliquidité en dehors du circuit formel (une grande partie de l'argent circule en cash dans l'informel). De nouvelles banques privées, plus attractives et innovantes, inciteraient les citoyens à placer leur argent (comptes rémunérés, cartes, crédits, digital banking).

Cela réduirait progressivement la culture du cash et renforcerait la traçabilité des flux financiers, ce qui est crucial pour la lutte contre le blanchiment et l'évasion fiscale. Sur l'intégration de l'économie informelle, une partie des acteurs informels évite aujourd'hui les banques par crainte de la fiscalité ou du contrôle. Si les banques privées proposent des services accessibles (microcrédit, mobile banking, solutions islamiques), cela pourrait drainer une part de l'épargne informelle vers le secteur formel.

Ce basculement renforcerait les recettes fiscales de l'État et améliorerait la visibilité macroéconomique. Sur l'investissement étranger et la coopération régionale, l'essor de banques privées algériennes crédibles peut améliorer la notoriété du système financier algérien à l'in-



ternational. Cela faciliterait les partenariats avec les banques étrangères, notamment dans les BRICS, le Maghreb et l'Afrique. L'Algérie pourrait devenir une plateforme financière régionale, surtout avec la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine).

**Sur la stabilité macro-financière :** opportunités et risques. Une meilleure allocation de l'épargne, réduction de la dépendance aux hydrocarbures, diversification des sources de financement. Si la régulation n'est pas renforcée, un excès de concurrence peut mener à une course aux dépôts, à des crédits risqués et, à terme, à des crises bancaires (comme en Afrique de l'Ouest dans les années 1990). L'État devra donc combiner ouverture et supervision stricte pour assurer la solidité du système.

**Cette orientation présidentielle ne se limite pas à une réforme du secteur bancaire :**

elle s'inscrit dans une refondation macroéconomique. À travers son tout dernier rapport annuel, retraçant les évolutions économiques, financières et monétaires du pays durant l'exercice écoulé, la BA indique qu'« à l'instar de l'année 2023, les indicateurs de l'intermédiation bancaire, de la bancarisation, de la solidité et de la rentabilité du secteur bancaire ont évolué globalement de manière favorable en 2024 ».

**Quel commentaire faites-vous à ce sujet ?**

Le passage du rapport de la Banque d'Algérie que vous citez est révélateur d'un constat institutionnel positif, mais il mérite une lecture critique et technique pour en saisir les nuances. Le rapport souligne une amélioration. Concrètement, cela signifie une hausse du volume des crédits octroyés à l'économie réelle, notamment au secteur productif. Cela reflète une meilleure orientation des dépôts vers le financement de l'investissement. Réduction relative des excès de liquidités dormantes : les banques utilisent davantage leurs ressources au lieu de les placer uniquement auprès de la Banque centrale.

**Toutefois, cette intermédiation reste limitée par rapport au potentiel :** une large partie des PME n'a toujours pas accès au financement, et le crédit bancaire reste concentré sur les grandes entreprises et les secteurs à faible risque. Concernant la bancarisation, l'évolution favorable peut être interprétée par une hausse du nombre de comptes bancaires et CCP ouverts, soutenue par les politiques d'inclusion financière et la digitalisation. Le développement des produits bancaires islamiques, qui ont attiré une clientèle auparavant réticente. Mais la bancarisation en Algérie reste partielle : une grande part de l'épargne circule toujours dans le circuit informel, faute de confiance totale et d'incitations fiscales. La solidité se réfère essentiellement à la capacité des banques à absorber les chocs. Les ratios de solvabilité (fonds propres/actifs pondérés par les risques) sont restés au-dessus des exigences de Bâle. La liquidité du système a été renforcée par la hausse des dépôts, aidée par la bonne santé des finances publiques grâce à la rente des hydrocarbures. Le risque systémique demeure toutefois lié à la forte concentration des portefeuilles bancaires sur quelques grands débiteurs publics et parapublics. La rentabilité s'est améliorée en 2024 grâce à la remontée des marges d'intérêt avec l'augmentation du volume des crédits.

Les commissions générées par les services digitaux et bancaires s'élargissent. L'effet positif de la baisse des créances douteuses (grâce au resserrement des conditions d'octroi et à un meilleur suivi). Mais cette rentabilité est plus conjoncturelle que structurelle : elle dépend encore du niveau de la liquidité globale de l'économie (pétrole/gaz) et non d'un marché financier diversifié et profond.

La Banque d'Algérie dresse un tableau encourageant, et il est exact que 2024 a marqué une consolidation des équilibres du secteur bancaire. Néanmoins, cette amélioration masque trois limites structurelles : faible profondeur financière : absence d'un véritable marché de capitaux complémentaire au crédit bancaire. Évasion vers l'informel : la confiance reste incomplète, ce qui limite l'absorption totale de la masse monétaire par les banques. Concentration et risque : le financement demeure orienté vers des acteurs traditionnels, ce qui bride l'innovation et le soutien aux PME. Autrement dit, le secteur bancaire apparaît solide et rentable dans le court terme, mais sa transformation structurelle (innovation, inclusion réelle, gestion des risques diversifiés, ouverture sur le marché financier) reste inachevée.

Ce constat de la BA reflète une tendance favorable, mais davantage en surface qu'en profondeur : la résilience actuelle repose encore largement sur l'abondance de liquidités publiques, plus que sur un véritable dynamisme endogène du secteur bancaire.

**L'Algérie a officialisé, début août, son entrée au sein du réseau du système panafricain de paiement et de règlement, plus connu sous l'acronyme PAPSS. Pourquoi ce choix ?**

L'adhésion de l'Algérie au PAPSS (Pan-African Payment and Settlement System), officialisée début août, n'est pas un simple geste technique : c'est un choix stratégique lié à la place que le pays veut occuper dans le commerce intra-africain et à son positionnement géo-économique.

**Premièrement :** pourquoi ce choix ? Le commerce africain est encore très dépendant du dollar et de l'euro : plus de 80 % des transactions intra-africaines passent par des devises étrangères, ce qui alourdit les coûts (commissions, délais) et fragilise les économies en cas de fluctuations monétaires. L'Algérie, qui s'ouvre davantage sur l'Afrique avec l'adhésion à la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine), avait besoin d'un outil pour fluidifier les échanges.

**Le PAPSS offre cette alternative :** payer et régler directement en monnaies locales, avec conversion centralisée par les banques centrales africaines.

**Deuxièmement :** la stratégie algérienne. Réorienter le commerce extérieur : réduire la dépendance aux marchés européens (où la balance est déficitaire et déséquilibrée) et renforcer le rôle de l'Afrique comme relais de croissance. Soutenir l'intégration continentale : l'Algérie veut se placer comme acteur structurant dans la ZLECAf et les corridors logistiques Nord-Sud (route transsaharienne, futur port central d'El Hamdania, rail vers l'Afrique de l'Ouest). Réduire les coûts de transaction : en passant par le PAPSS, les banques et entreprises algériennes évitent les doubles conversions (dinar → dollar/euro → monnaie africaine). Renforcer la souveraineté monétaire : moins de dépendance au dollar, plus de contrôle sur les flux financiers, ce qui s'inscrit dans la stratégie de dédollarisation partielle menée par plusieurs pays africains et émergents.

**Troisièmement :** les raisons économiques et financières concernent la diminution du coût du commerce : aujourd'hui, une transaction intra-africaine peut coûter entre 10 et 15 % de sa valeur en frais bancaires et de change. Le PAPSS peut ramener ce coût à 3-5 %. Accélérer les règlements : au lieu d'attendre plusieurs jours via les banques correspondantes internationales, les paiements peuvent être quasi immédiats. Encourager les PME algériennes : l'accès à des paiements plus simples et rapides avec des partenaires africains rend le marché plus accessible, alors qu'auparavant il était verrouillé par la complexité des paiements en devises fortes.

Suite en page 7...

## INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

## Saidal lance une unité de production de vaccins à El Bouni

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Wassim Koudri, a supervisé le lancement d'un nouveau projet d'investissement pour le groupe Saidal, situé dans la zone industrielle d'El Bouni, dans la wilaya d'Annaba, destiné à la production de vaccins inclus dans le programme national de vaccination. « Dans son discours, le ministre a insisté sur la nécessité de respecter les délais d'achèvement et de garantir que la nouvelle unité réponde aux normes de qualité les plus élevées. Il a souligné que ce projet représente une étape stratégique vers le renforcement de la souveraineté sanitaire nationale et la réduction de la facture des importations », indique un communiqué du groupe Saidal. Il a expliqué que cette unité, ainsi que d'autres projets, permettra de réduire les importations de vaccins d'au moins 150 millions de dollars par an, avec un potentiel d'atteindre 200 millions de dollars grâce à l'expansion progressive de la production. Il a souligné que ces gains se traduiront également par des opportunités d'exportation vers les marchés étrangers. M. Koudri a révélé que son département a signé des accords de coopération et de partenariat d'une valeur de plus de 725 millions de dollars en marge de la Foire commerciale intra-africaine, soulignant que ces partenariats soutiendront le développement de nouveaux projets dans l'industrie pharmaceutique et renforceront l'ouverture aux marchés internationaux. Il a également rassuré les patients sur l'absence de pénurie de médicaments essentiels, en soulignant les interventions en cours pour garantir l'approvisionnement du marché, notamment pour le traitement du cancer, qui peut parfois connaître des fluctuations. De son côté, Nabila Ben Yeghzar, PDG du groupe Saidal, a présenté un exposé technique expliquant que le projet sera construit sur une superficie de 22 267 mètres carrés au sein de la zone industrielle d'El Bouni, avec un délai d'exécution estimé à 24 mois. La première phase débutera par la production de vaccins destinés au programme national de vaccination, puis s'étendra à d'autres types de vaccins, dans le cadre de l'engagement du groupe envers l'Institut Pasteur.

I.B.

## MODERNISATION AGRICOLE

## La numérisation, levier stratégique pour transformer l'agriculture algérienne

Le directeur de l'École supérieure d'agriculture, Pr. Tarik Hartani, estime que la généralisation de la numérisation, décidée par le président Abdelmadjid Tebboune, constitue un tournant décisif pour le secteur. Optimisation des financements, traçabilité des filières, réduction des importations et meilleure visibilité des données : autant d'enjeux qui, selon lui, permettront d'ancrer durablement l'agriculture algérienne dans l'ère de la modernité.

Le directeur de l'École supérieure d'agriculture, Pr. Tarik Hartani, a considéré, hier, l'adoption généralisée de la numérisation dans le secteur agricole comme un outil stratégique pour moderniser en profondeur l'agriculture algérienne, longtemps restée en retrait face aux nouvelles technologies. « En vingt ans, près de 100 milliards de dollars ont été injectés dans le secteur agricole, dont 80 % dans la seule filière céréalière. Avec la numérisation, il aurait été possible d'optimiser ces financements et d'assurer une meilleure traçabilité des ressources », a-t-il déclaré lors de son intervention à la Radio nationale Chaîne 3. Il a salué, à l'occasion, la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, d'imposer la généralisation de la numérisation dans tous les secteurs avant la fin de l'année 2025, à commencer par le secteur de l'agriculture. « Cette orientation stratégique constitue une étape essentielle pour moderniser en profondeur l'agriculture algérienne, longtemps restée en retrait face aux nouvelles technologies », a déclaré M. Hartani. « Le secteur agricole souffrait d'un manque flagrant d'informations fiables,



notamment dans les filières stratégiques. La numérisation permettra de combler ce retard et d'offrir une visibilité réelle à toutes les filières du secteur », a-t-il ajouté, précisant que « l'absence de bases de données centralisées provoquait souvent des écarts que les responsables avaient du mal à corriger à temps ». Parmi les domaines prioritaires, Tarik Hartani cite la filière céréalière, qui reste la plus consommatrice d'aides financières et dont la traçabilité fait défaut. « En vingt ans, près de 100 milliards de dollars ont été injectés dans le secteur agricole, dont 80 % dans la seule filière céréa-

lière. Avec la numérisation, il aurait été possible d'optimiser ces financements et d'assurer une meilleure traçabilité des ressources », a-t-il expliqué. La filière de l'élevage est également concernée. Le recours à des technologies comme les puces électroniques pour le suivi du cheptel pourrait améliorer les rendements et réduire les pertes. Quant à la mécanisation des machines agricoles, elle reste tributaire d'une meilleure maîtrise de la donnée numérique. « Si nous parvenons à contrôler l'information, nous pourrions réduire sensiblement la facture des importations, comme l'ont démontré des

pays émergents tels que le Brésil ou la Russie », a-t-il ajouté. En outre, Tarik Hartani a annoncé « la mise en place prochaine d'un système national d'information agricole, destiné à centraliser et à valoriser toutes les données produites par les différents démembrés du secteur ». « Chaque structure génère de l'information qui doit être stockée et transmise à la hiérarchie. Nous disposons déjà de bases de données qu'il faut exploiter. Une information non utilisée et non optimisée est une information morte, alors que des efforts importants ont été consentis pour la produire », a-t-il souligné. « Il est nécessaire de sécuriser ces données en recrutant des ressources humaines qualifiées capables d'en assurer la gestion », poursuit le représentant du ministère de l'Agriculture, en rappelant l'importance de la Conférence nationale de l'agriculture prévue fin octobre, qui est selon lui « un rendez-vous stratégique pour faire un focus sur ces enjeux et dégager des recommandations utiles, tant pour le secteur agricole que pour le citoyen ».

Inès

Quant aux objectifs à court terme (1-2 ans), il faut tester et intégrer le système dans les banques algériennes, permettre aux premières entreprises exportatrices (notamment dans l'agroalimentaire, le ciment, les matériaux de construction, le médicament, les services) de régler leurs transactions via le PAPSS, réduire progressivement les coûts de transaction et stimuler les premiers flux commerciaux intra-africains payés en dinars convertis.

**Les objectifs à moyen terme (3-5 ans) :** positionner le dinar algérien dans un cadre africain d'échanges réguliers, augmentant ainsi sa crédibilité régionale, multiplier les exportations non-hydrocarbures vers l'Afrique en levant l'un des obstacles majeurs : le paiement, créer une dynamique bancaire et financière régionale. L'Algérie pourrait même envisager de devenir un hub de compensation PAPSS en Afrique du Nord et s'inscrire dans la logique d'intégration monétaire africaine à long terme, qui est l'un des volets de la ZLECAF.

**Les bénéfices attendus pour l'État :** réduction de la dépendance aux devises fortes, plus de souveraineté, un rôle moteur dans la ZLECAF. Pour les banques : nouvelles opportunités de services (change, règlement transfrontalier, digitalisation des paiements). Pour les entreprises : plus de rapidité, moins de coûts, accès plus facile au marché africain. Et pour l'économie : une meilleure insertion dans les chaînes régionales de valeur et une diversification des partenaires commerciaux au-delà de l'Europe et de l'Asie.

En clair, l'Algérie rejoint le PAPSS parce qu'elle a compris que l'avenir de son commerce ne peut pas rester centré sur l'Europe. C'est un choix de réorientation stratégique, qui vise à donner au dinar un rôle plus actif

dans l'espace africain, à réduire la facture des échanges et à transformer le discours sur l'intégration africaine en mécanisme.

### Comment se porte actuellement le marché des Sukuks ?

Entrons plus dans le détail chiffré et technique avec une lecture et analyse professionnelle du « bilan bancaire » de l'évolution 2023-2024.

**Les crédits à l'économie : encours fin 2023 :** 10 694,9 Mds DA ; encours fin 2024 : 11 256,5 Mds DA, soit une variation de +561,6 Mds DA (+5,3 %). Cela montre une progression réelle mais limitée par rapport à la hausse de la masse monétaire. On constate donc une intermédiation qui s'améliore mais pas encore optimale : la capacité des banques à transformer les dépôts en crédits est partiellement freinée par le risque de défaut et par une politique de crédit encore prudente. Le secteur public enregistre 4 567,6 Mds DA de crédits en 2024 (+2,4 %) et le secteur privé une croissance plus rapide, contribuant davantage à la hausse globale. C'est un signe positif de diversification du risque, mais la dépendance au secteur public reste lourde. Une progression 2023 de +4,08 % et en 2024 de +9,98 %. Les banques collectent de plus en plus de liquidités, ce qui renforce leur base de financement. Mais si la progression des crédits reste inférieure, cela traduit une « épargne immobilisée » ou mal transformée. La masse monétaire croît plus vite que le crédit bancaire. Cela reflète un excès de liquidité, mais aussi une préférence de l'économie pour la thésaurisation plutôt que l'investissement productif. Pour la finance islamique, les encours dépôts 2024 enregistrent 793,5 Mds DA. Poids encore modeste

par rapport au total bancaire, mais croissance rapide. Ce segment joue un rôle d'inclusion financière, notamment en attirant des agents auparavant en marge du système bancaire classique. Les bénéfices nets du secteur bancaire sont en hausse d'environ +12 % en 2024.

**Les ratios de solvabilité :** supérieurs aux minima réglementaires selon la BA (chiffres exacts non publiés). La rentabilité est renforcée mais dépendante du contexte (hydrocarbures, liquidité globale). L'absence de données chiffrées sur les créances douteuses (NPL) et sur les provisions limite l'évaluation réelle du risque.

**L'évolution est favorable en apparence :** crédits en hausse, dépôts en forte progression, masse monétaire abondante, finance islamique dynamique, rentabilité en croissance.

### Mais trois déséquilibres structurels demeurent :

**Intermédiation partielle :** les crédits croissent moins vite que les dépôts et la masse monétaire.

**Concentration du risque :** poids du secteur public encore élevé dans les portefeuilles.

**Manque de transparence :** absence d'indicateurs clés publiés (ratios Tier 1, taux de créances douteuses, coût du risque).

**Le constat de la Banque d'Algérie est juste :** le secteur bancaire en 2024 apparaît plus solide, rentable et collecteur de dépôts qu'en 2023. Mais derrière ces indicateurs positifs se cache une intermédiation encore incomplète et une transformation structurelle inachevée. Le vrai test sera la capacité du système à financer durablement les PME, diversifier le risque hors hydrocarbures et absorber la masse monétaire excédentaire.

I.B.

TISSEMSILT

# Des projets structurants de modernisation

Ces projets s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie globale de développement local qui vise à moderniser progressivement l'ensemble des communes de la wilaya, pour réduire les disparités entre zones urbaines et zones rurales, renforcer l'attractivité de Tissemsilt en tant que wilaya montagnarde disposant d'un fort potentiel naturel et touristique.

La wilaya de Tissemsilt connaît, une dynamique nouvelle qui traduit la volonté des pouvoirs publics de hisser les espaces urbains et les zones d'habitation au rang de pôles modernes, attractifs et agréables à vivre. Plusieurs projets de modernisation urbaine ont en effet été lancés à travers différentes communes, dont le plus grand nombre des projets ont été achevés, traduisant un engagement ferme à offrir aux citoyens un environnement plus sain, plus fonctionnel et mieux adapté aux besoins de la vie quotidienne. Ces opérations, inscrites dans un programme d'amélioration urbaine ambitieux, ne se limitent pas à de simples interventions cosmétiques, mais s'inscrivent dans une logique de transformation durable du paysage urbain. Elles touchent plusieurs secteurs vitaux : réhabilitation des quartiers, réfection et modernisation des routes, aménagement des trottoirs, renforcement des réseaux d'assainissement, ainsi que la mise en place d'un éclairage public performant et sécurisé. Ce qui distingue particulièrement ce programme, c'est son caractère inclusif et équilibré. En effet, plusieurs communes de la wilaya de Tissemsilt ont bénéficié de ces projets d'aménagement et de réhabilitation. Loin de se concentrer uniquement sur les centres villes, les opérations couvrent également les zones périphériques et rurales, permettant de réduire les disparités entre les territoires. Ces communes, souvent confrontées à un déficit en infrastructures de base, voient aujourd'hui leurs quartiers transformés par des chantiers d'envergure. Routes bitumées, trottoirs rénovés, installation de lampadaires modernes, réseaux d'assainissement renforcés : autant d'interventions qui contribuent directement à améliorer le quotidien des habitants et à redonner vie aux espaces collectifs. Le projet phare actuellement en cours illustre parfaite-



ment cette vision globale. Il s'agit d'un ensemble cohérent d'opérations urbaines visant à améliorer la qualité de vie tout en donnant une nouvelle identité visuelle aux quartiers et aux cités. Parmi les sites concernés par cette vaste opération, deux projets illustrent l'importance accordée à la préservation du patrimoine local et à la valorisation des espaces communautaires : La réhabilitation des quartiers à travers toutes les communes que compte la wilaya (22 communes) du martyr, ces quartiers ont bénéficié des programmes complets d'aménagement qui vise à améliorer la circulation, rénover les trottoirs, moderniser l'éclairage et sécuriser les accès. La mise en valeur des sources d'eau, fait également l'objet d'une opération de revalorisation des sources. Ces exemples illustrent parfaitement la volonté de conjuguer mémoire, modernité et durabilité dans la conception des nouveaux espaces urbains. Les nouvelles

routes et trottoirs faciliteront les déplacements, réduiront les désagréments liés à la boue en hiver et à la poussière en été. L'éclairage public moderne renforcera la sécurité, surtout dans les quartiers périphériques qui souffraient de zones d'ombre. Les réseaux d'assainissement rénovés permettront de réduire les risques sanitaires et d'améliorer l'hygiène publique. Ces programmes ne se limitent pas à l'exécution de travaux ponctuels. Ils s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie globale de développement local qui vise à : Moderniser progressivement l'ensemble des communes de la wilaya, pour réduire les disparités entre zones urbaines et zones rurales, renforcer l'attractivité de Tissemsilt en tant que wilaya montagnarde disposant d'un fort potentiel naturel et touristique, en améliorant ses infrastructures et son image urbaine et créer un cadre propice à l'investissement.

OUARGLA

## 90 postes de renfort à l'encadrement paramédical

Au moins 96 postes ont été retenus pour renforcer les effectifs des établissements de santé dans la wilaya d'Ouargla en personnel paramédical, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la Santé et de la Population (DSP). Ces postes concernent les promus de l'Institut national de formation supérieure paramédicale d'Ouargla de l'année 2025 et englobent plu-

sieurs spécialités, dont celles d'infirmier de santé publique, laborantin, manipulateur d'appareil de radiologie, sage-femme, assistant social, préparateur en pharmacie et aide-soignant, a précisé le DSP, Dr. Ahmed Sangari. Les personnels concernés, devant rejoindre leurs postes dès cette semaine, sont appelés à "apporter un plus au secteur en s'appliquant

avec abnégation dans leurs missions et en assurant des prestations de qualité aux malades", a souligné le même responsable. L'opération vise à renforcer les structures de santé, à répondre aux attentes de la population, notamment dans les zones éloignées, et à consolider le système de santé dans la wilaya, a conclu le DSP d'Ouargla.

EL-OUED

## Plus de 4.340 foyers raccordés au réseau électrique

Pas moins de 4.348 foyers ont été raccordés au réseau d'électricité dans la wilaya d'El-Oued, depuis le lancement, fin 2023, du programme d'électrification des lotissements sociaux, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). L'opération a donné lieu à l'électrification de 23 sites de lotissements, délimités au niveau de neuf (9) communes (El-

Bayadha, Robbah, El-Hamraya, Nekhla, El-Ogla, Oued El-Allenda, Kouinine, Miyeh-Ouensa et Ouarmes), en vue de permettre aux bénéficiaires de lots de terrain de lancer la réalisation de leurs habitations individuelles, a indiqué le chargé de communication à la Sonelgaz, Habib Meslem. Le même responsable a fait part du déblocage, pour ce faire, d'une enveloppe de plus d'un (1) milliard DA pour l'étude et la réa-

lisation d'un réseau de 75 km de lignes de moyenne et basse tension et l'installation de 93 transformateurs, aériens et terrestres. Les travaux sont en cours pour l'électrification de 13 sites supplémentaires totalisant 1.627 lots de terrain, localisés au niveau de sept (7) communes (Taghezout, Hassani-Abdelkrim, Debila, Trifaoui, Taleb-Larbi, Douar El-Ma et Benguecha), selon la même source.

## CARAVANE MÉDICALE DE TOUGGOURT 640 consultations et interventions chirurgicales concrétisées

Pas moins de 544 consultations médicales spécialisées et plus d'une centaine d'interventions chirurgicales multidisciplinaires ont été effectuées entre les 23 et 27 septembre courant dans la wilaya de Tougourt, dans le cadre d'une caravane médicale bénévole menée par Algerian Network of Youth (ANY) (Réseau de la jeunesse algérienne), a-t-on appris dimanche des organisateurs. Retenue au titre de la 5<sup>ème</sup> édition des caravanes médicales bénévoles qui s'étale jusqu'à la fin de l'année, sous le signe « Ensemble pour étendre la prise en charge médicale », cette action a permis d'effectuer, outre les consultations médicales, 43 interventions en chirurgie pédiatrique, neurologie (4), gynécologie-obstétrique (22), et interventions esthétiques réparatrices (60), en plus du transfert prochain de six (6) cas malades au Centre hospitalo-universitaire Mustapha-Pacha (Alger), a expliqué à l'APS le coordinateur de la caravane, Djaber Zaoudi. Initiée en coordination avec le ministère de la Santé au profit d'une vingtaine de wilayas du Sud et des Hauts plateaux, cette caravane, encadrée par un staff médical spécialisé, a donné lieu aussi à une session de formation sur diverses spécialités en direction des praticiens exerçant dans la région.

## AÏN-TEMOUCHENT Plus de 100 nouveaux postes paramédicaux

Le secteur de la santé, à Aïn Temouchent s'est renforcé, récemment, par l'ouverture de 110 nouveaux postes dans le corps paramédical, a indiqué lundi le directeur de wilaya du secteur, Abdelkrim-Mohamed Zelmat. Ces postes, destinés aux diplômés des instituts et des centres de formation paramédicale, ont été répartis au profit de l'ensemble des établissements hospitaliers et sanitaires de la wilaya, a précisé le même responsable.

Ce quota de nouveaux postes concerne plusieurs spécialités, notamment les sages-femmes, l'anesthésie-réanimation, les infirmiers ainsi que les techniciens en imagerie médicale, a-t-il ajouté. Par ailleurs, le secteur devra bénéficier, avant la fin de l'année en cours, d'un quota supplémentaire de 50 postes budgétaires dans le corps paramédical, dans différentes spécialités, telles que la puériculture, les assistants en chirurgie dentaire et les infirmiers cliniciens, a-t-on ajouté de même source. Les responsables du secteur œuvrent également pour le lancement prochain de la réalisation d'une école de formation paramédicale, les procédures techniques liées au choix du site et à l'étude du projet ayant déjà été finalisées, a-t-on précisé.

**Le 29 septembre marque la journée mondiale du cœur. Les maladies cardiovasculaires étant la première cause de mortalité des femmes, les experts mettent en avant les facteurs de risques spécifiques, les symptômes à connaître et les moyens de prévention pour un cœur sain.**

La Journée mondiale du cœur, célébrée le 29 septembre de chaque année est l'occasion de se rassembler autour du même symbole : le cœur. Celui qui bat 100 000 fois par jour pour nous maintenir en vie. Une occasion de sensibiliser le public aux maladies cardiovasculaires et promouvoir des habitudes de vie saines. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les maladies du cœur et des vaisseaux sanguins sont la première cause de mortalité dans le monde, responsables de près de 18 millions de décès chaque année. Pourtant, une grande partie de ces décès pourrait être évitée grâce à des mesures de prévention simples. La recherche le confirme : 80 % des maladies cardiovasculaires pourraient être évitées grâce à la prévention et à une meilleure hygiène de vie. Les experts insistent sur l'importance de mieux manger, en réduisant le sel, le sucre et les graisses saturées, de bouger plus, en intégrant au moins 30 minutes d'activité physique quotidienne, de contrôler régulièrement sa tension et son cholestérol et de prendre soin de sa santé mentale, car le stress et la dépression influent directement sur la santé cardiovasculaire. Selon les scientifiques, l'accident vasculaire cérébral (AVC) est la première cause de décès cardiovasculaire chez les femmes. Ainsi, « s'il y a plus d'infarctus du myocarde chez les hommes, les femmes meurent proportionnellement plus de ces crises », rapporte Top Santé ajoutant que « cela s'explique notamment par une moins bonne prise en charge par les services médicaux. C'est ce qui souligne une étude parue dans la revue PNAS en août 2024 qui indique que « les femmes sont moins prises au sérieux par les soignants quand elles évoquent leurs douleurs, et elles



sont généralement prises en charge avec plus de retard que les hommes». « A symptômes et antécédents égaux, leur cas est plus souvent considéré moins grave que leurs comparses masculins, découvre-t-on dans une autre étude publiée en juin 2024 dans la revue European Journal of emergency medicine », ajoute cette même source. Cette situation s'explique par « la physiologie des organismes féminins, plus susceptible de connaître des changements hormonaux au cours de la vie, ce qui les expose de manière plus importante aux maladies cardiovasculaires. La grossesse et la ménopause sont deux périodes particulièrement risquées. Quand on fait du diabète gestationnel par exemple on doit faire preuve de plus de vigilance vis à vis des signaux d'alerte ». Qu'en est-il des symptômes spécifiques d'un problème cardiaque féminin? « Comme chez les hommes, une douleur forte douleur dans la poitrine est généralement présente, avec une sensation d'oppression intense. D'autres signes peuvent être observés, seuls ou en complément d'un étouffement dans la poitrine

comme des douleurs dans le haut du dos dans le cou ou entre les omoplates, un épuisement inhabituel et inexplicable, des palpitations, des nausées, des sueurs froides ou encore une sensation de danger imminent. « Même isolés, ces symptômes doivent susciter la vigilance, notamment si vous êtes concernée par un ou plusieurs facteurs de risques. Ces derniers peuvent être communs aux hommes (hypertension, diabète, cholestérol, obésité, sédentarité, tabac) ou spécifiques aux femmes. Parmi ceux-ci on compte, parmi d'autres, un âge précoce (avant 11 ans) ou tardif des premières règles (après 15 ans), la prise d'une contraception oestro-progestative, le syndrome des ovaires polykystiques (SOPK), une ménopause précoce ou encore un nombre de grossesses supérieur à deux », souligne cette même source. L'adoption d'une hygiène de vie saine, avec une diminution de la consommation de tabac, et le contrôle du poids favoriserait aussi la baisse de la mortalité cardiovasculaire chez les femmes.

A.B.

## BIENFAITS DES FRUITS

## La grenade, allié de la santé cardiovasculaire

De nombreuses études ont montré les incroyables bienfaits de la grenade pour le corps, notamment sa capacité à réduire le risque de développer de nombreuses maladies. Les grenades sont riches en nutriments importants, avec des effets anti-inflammatoires impressionnants qui proviennent en grande partie des propriétés antioxydantes des punicalagines. L'inflammation chronique est l'un des principaux moteurs de nombreuses maladies mortelles, parmi lesquelles les maladies cardiaques, le cancer, le diabète de type 2, la maladie d'Alzheimer et même l'obésité. La grenade est un fruit dense en nutriments. Pour 100 grammes, elle fournit environ 83 calories, 1,7 grammes de protéines et 4 grammes de fibres. De plus, elle est une excellente source de potassium, avec 236 mg, et contient des vitamines essentielles telles que la vitamine C, K et E, ainsi que de l'acide folique. Ces composants nutritionnels en font un super aliment à intégrer régulièrement dans notre alimentation. La grenade se distingue par sa teneur exceptionnelle en antioxydants, notamment les punicalagines. Ces antioxydants jouent un rôle crucial dans la lutte contre les radicaux libres, aidant ainsi à protéger les cellules du corps contre les dommages oxydatifs. Cette composition riche et variée fait de la grenade un allié précieux pour notre

santé et impacte spécifiquement notre système cardiovasculaire, contribuant à l'amélioration de la circulation sanguine. En effet, les arilles de la grenade sont bénéfiques pour la santé cardiovasculaire. Elles aident à améliorer la circulation sanguine et à prévenir l'hypertension. La consommation régulière de jus de grenade a été associée à une meilleure dilatation des vaisseaux sanguins, facilitant ainsi le flux sanguin. Une consommation régulière de grenade peut contribuer à la prévention de l'hypercholestérolémie. Des études ont montré que ce fruit peut réduire le niveau de mauvais cholestérol (LDL) et augmenter le bon cholestérol (HDL), réduisant ainsi le risque de maladies cardiaques. De même, la consommation de jus de grenade a montré des effets prometteurs sur la réduction de la pression artérielle. Ce fruit contient des composés qui favorisent la relaxation des vaisseaux sanguins, contribuant ainsi à abaisser la tension artérielle. Une étude a révélé que boire du jus de grenade pendant deux semaines peut entraîner une réduction significative de la pression artérielle systolique. Ces effets bénéfiques sur la pression artérielle renforcent l'importance d'intégrer la grenade dans notre régime alimentaire. Passons maintenant aux propriétés anti-inflammatoires de ce fruit exceptionnel. Les

propriétés anti-inflammatoires de la grenade sont bien documentées. Les antioxydants présents dans ce fruit aident à réduire les marqueurs de l'inflammation dans le corps. Cela peut être particulièrement bénéfique pour prévenir des maladies chroniques telles que l'arthrite, l'athérosclérose et même certains types de cancers. En effet, la grenade peut aider à combattre le cancer de la prostate. Des études en laboratoire ont montré que l'extrait de grenade peut ralentir la reproduction des cellules cancéreuses, et même d'induire l'apoptose (mort cellulaire) dans les cellules cancéreuses. En réduisant l'inflammation, la grenade contribue à prévenir diverses maladies chroniques. Elle joue un rôle dans la réduction des risques de maladies neurodégénératives et de certains cancers, en protégeant les cellules du stress oxydatif et de l'inflammation chronique. De plus, la grenade a des propriétés antibactériennes et antivirales qui peuvent être utiles contre les maladies courantes des gencives. Bien que la grenade soit généralement sans danger, elle peut interagir avec certains médicaments. En particulier, les personnes prenant des anticoagulants ou des médicaments pour la pression artérielle doivent consulter leur médecin avant de consommer régulièrement du jus de grenade.

## SOUDAN

## Le Choléra fait 3000 morts en 14 mois

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a annoncé que le nombre de décès dus à l'épidémie de choléra au Soudan a dépassé les 3 000 cas au cours des 14 derniers mois, mettant en garde contre une aggravation de la situation épidémiologique au Darfour et une propagation de l'infection dans les 18 États du pays. Lors d'une conférence de presse à Port-Soudan, Hala Khodari, représentante adjointe de l'OMS au Soudan, a indiqué que l'épidémie bactérienne, causée par la contamination de l'eau ou des aliments, s'est propagée à l'ensemble du territoire soudanais ravagé par la guerre, après avoir commencé en juillet 2024 à Kassala. « Plus de 113 600 cas ont été enregistrés jusqu'à présent et plus de 3 000 décès – un « taux de létalité préoccupant » de 2,7 pour cent », a-t-elle précisé. Mme Khodari a également souligné que l'OMS a lancé une campagne de vaccination ciblant 406 000 personnes dans l'État du Darfour du Nord, alors que les cas d'infection et de décès continuent d'augmenter à un rythme inquiétant dans cette région.

## BATNA

## Salon national des bijoux traditionnels et de la joaillerie

La ville de Batna accueillera du 7 au 12 octobre prochains le salon national des bijoux traditionnels et de la joaillerie, a indiqué, mercredi, le directeur du tourisme et de l'artisanat, Abdelouahab Memou. Le même responsable a précisé à l'APS que ce salon, prévu dans la salle d'expositions « Assihar », dans le centre de Batna, est organisé par la direction du tourisme et de l'artisanat, conjointement avec la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM). M. Memou a ajouté qu'il est prévu que des artisans activant dans le domaine de la bijouterie traditionnelle en or, en argent et en pierres précieuses, venus de différentes wilayas du pays, participent à cet événement qui sera également marqué par une session de formation à la conception de bijoux par l'utilisation de la technique 3D. Le salon vise à mettre en avant les activités liées à la fabrication de bijoux traditionnels, dans leur diversité, tant à l'échelle locale que nationale, ainsi qu'à contribuer à la promotion et à la commercialisation des produits des artisans, tout en leur offrant un espace d'échanges d'expériences. L'activité de fabrication de bijoux traditionnels compte, dans la wilaya de Batna, 1.500 artisans sur un total de 15.261 artisans spécialisés dans différentes autres métiers traditionnels, qu'ils soient liés à l'art ou à la production de biens et de services.

## ESPAGNE

## Valence en Alerte rouge face aux inondations

Dans la nuit du 28 au 29 septembre 2025, des pluies diluviennes se sont abattues sur l'Espagne et notamment dans la région de Valence. Cette zone espagnole avait été gravement touchée par de crues il y a onze mois, faisant plus de 230 morts.



Malaga, plus de 4200 personnes ont été évacuées "préventivement" mercredi. La région, comme celle de Valence, a été placée sous alerte rouge en raison du risque d'inondations. La région espagnole de Valence et d'autres zones de l'est de l'Espagne ont enregistré de fortes pluies dans la nuit de dimanche à lundi, sans dégâts majeurs connus pour l'instant, et restent en alerte rouge, 11 mois après les inondations meurtrières d'oc-

tobre 2024. « Situation très compliquée aujourd'hui dans la région méditerranéenne », a mis en garde l'agence météorologique nationale Aemet sur le réseaux sociaux lundi matin. Les précipitations nocturnes ont provoqué quelques inondations et ont même fait déborder une ravine à Aldaia, l'une des localités valenciennes les

plus touchées par les inondations qui ont fait plus de 230 morts l'année dernière dans l'est de l'Espagne, mais sans causer de dommages corporels pour l'instant, ont indiqué les médias locaux. Dimanche, l'Aemet avait déclaré l'alerte rouge pour « danger extraordinaire » dans certaines parties des provinces de Tarragone, Castelln

et Valence. Les habitants de la région ont reçu un message de la protection civile leur demandant d'être extrêmement vigilants. La mairie de Valence a décidé de ne pas ouvrir lundi les écoles et les collèges, ainsi que les bibliothèques, les parcs, les jardins et les cimetières. D'autres localités de la zone métropolitaine de la troisième ville d'Espagne, très touchées par les inondations de l'année dernière, et du sud de la Catalogne ont pris la même décision. Les inondations d'octobre 2024 avaient été provoquées par des pluies extrêmement abondantes, conséquence d'une goutte froide (dépression isolée à haute altitude, assez fréquente en automne sur la côte méditerranéenne espagnole) dont les effets sont renforcés par le changement climatique et l'importante urbanisation des zones touchées.

## CHINE

## La réponse d'urgence relevée face au typhon "Ragasa"

Le Centre national de contrôle des inondations et de lutte contre la sécheresse de la Chine a relevé mardi sa réponse d'urgence aux typhons au niveau III pour les provinces du Guangdong et de Hainan, alors que le typhon Ragasa, le 18e de l'année, s'apprête à toucher terre. Selon le ministère de la Gestion des urgences, ce puissant typhon devrait toucher terre le long de la côte du Guangdong, entre Zhuhai et Zhanjiang, entre mercredi midi et mercredi soir. Le ministère a déclaré dans une mise à jour plus tard mardi que la commission nationale pour la prévention des catastrophes avait envoyé une équipe dans les zones touchées du Guangdong afin d'évaluer la situation sur le terrain et d'aider les efforts locaux de secours. Le ministère a également annoncé avoir mobilisé 143 équipes de secours issues d'entreprises d'Etat administrées par le gouvernement central. Ces équipes sont en mesure de fournir une capacité de secours de plus de 7.400 personnes et plus de 2.500 équipements de sauvetage pour aider au dégagement des routes dans les zones touchées et à l'évacuation d'urgence des eaux de crue. En raison de l'impact du typhon, le Centre national de contrôle des inondations et de lutte contre la sécheresse a déclenché mardi une réponse d'urgence de niveau IV au typhon dans la région autonome Zhuang du Guangxi, voisine du Guangdong. Le ministère des Ressources en eau a exhorté les départements locaux chargés des ressources en eau des provinces du Guangdong, de Hainan et du Fujian, ainsi que du Guangxi, à surveiller de près le typhon, à émettre rapidement des alertes précoces et à fournir des conseils opportuns aux gouvernements locaux en cas de nécessité d'évacuer les populations des zones dangereuses.

## NIGER

## Construction d'une centrale nucléaire de 2000 mégawatts

Le ministre nigérien des Mines a annoncé, jeudi, l'intention de son pays de construire une centrale de 2000 mégawatts en partenariat avec la Russie. Le ministre Commissaire-Colonel Abarchi Ousmane a fait cette annonce au cours d'une table-ronde présidée par le président Russe Vladimir Poutine, en marge du Forum atomique mondial qui se tient du 25 au 28 septembre courant à Moscou. "Le Commissaire-Colonel Abarchi Ousmane a porté haut la vision du Niger à la table ronde présidée par Vladimir Poutine, président de la fédération de Russie, ce jeudi 25 septembre", a rapporté le site d'information officiel du ministère nigérien des Mines. "Cette tribune officielle a permis au ministre de rappeler la profonde conviction de l'État du Niger à construire une centrale nucléaire à deux réacteurs de 1000 mégawatts chacun, et cela, avec la Fédération de Russie comme partenaire", a ajouté la même source. Selon les données de l'Association nucléaire mondiale (WNA), le Niger dispose du minerai d'uranium de la plus haute teneur en Afrique et se classe au 7<sup>e</sup> rang mondial parmi les plus grands pays fournisseurs de l'uranium. Au lendemain du coup d'État militaire du 26 juillet 2023 contre le président élu Mohamed Bazoum, le Niger a rompu ses accords miniers avec la France qui exploite son uranium depuis 1968. Prônant sa totale souveraineté et un contrôle systématique de ses ressources, le pays s'est lancé dans la recherche de nouveaux partenaires, dont la Russie.

## Corée du Sud

## Séoul refuse de payer 350 milliards dollars aux USA

Le directeur de la sécurité nationale de Corée du Sud, Wi Sung-lac, a indiqué ce lundi que son pays ne pouvait pas honorer son engagement d'investir 350 milliards de dollars américains, dans le cadre de l'accord-cadre sur la réduction des droits de douane, en versant ce montant en espèces aux États-Unis. Wi Sung-lac a déclaré aux journalistes, selon l'agence Yonhap : « De notre point de vue, il est impossible de ver-

ser 350 milliards de dollars en espèces », en réponse à des déclarations antérieures du président américain Donald Trump, qui avait affirmé que le paquet d'investissements serait versé à l'avance. Le responsable sud-coréen a ajouté qu'il n'est pas certain que le président américain ait réellement réfléchi à la position de Séoul. Des responsables à Séoul ont affirmé que l'engagement d'investissement de 350 milliards de

dollars nécessitait des garanties, telles qu'un accord de swap de devises, et qu'il était destiné à financer des projets, et non à être versé sous forme de paiement en espèces. De son côté, le secrétaire américain au Commerce, Howard Lutnick, a souligné que les discussions avec les responsables sud-coréens incluaient la possibilité d'augmenter le montant de l'investissement au-delà de l'engagement initial.

## ETATS UNIS 4 morts et 08 blessés dans la fusillade de l'église

Au moins quatre personnes ont été tuées et huit autres ont été blessées dimanche après qu'un tireur a pris pour cible des fidèles réunis dans une église et incendié le bâtiment à Grand Blanc, dans le Michigan, aux États-Unis, ont indiqué les autorités. L'incident s'est produit tôt dimanche matin à l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours (mormons), une petite communauté au nord-ouest de Detroit. Deux autres corps ont été retrouvés dans les débris de l'église incendiée, a déclaré la police

dimanche soir, après que le bilan est passé d'un à deux morts dans l'après-midi. Le chef de la police de Grand Blanc Township, William Renye, a indiqué lors d'une conférence de presse que le tireur avait foncé avec sa voiture contre l'église pendant un office religieux de grande ampleur et avait ouvert le feu sur la foule des fidèles rassemblés avec un fusil d'assaut. M. Renye a précisé que le tireur, identifié comme étant Thomas Jacob Sanford, 40 ans, un ancien membre du corps des Marines des États-Unis,

avait délibérément mis le feu à l'église. Il a dit que les enquêteurs allaient fouiller le domicile du tireur et examiner ses relevés téléphoniques afin de déterminer son mobile. Plus tôt, la police locale avait signalé dans un communiqué qu'il y avait eu plusieurs victimes dans la fusillade et que toute l'église était en feu, exhortant la population à éviter la zone pendant que les secours continuaient d'intervenir. Les blessés, dont des enfants, ont été transportés vers les hôpitaux locaux.

## MEXIQUE

## 15 MORTS DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE

Au moins 15 personnes ont été tuées et deux blessées samedi dans un accident sur une route entre Mérida et Campeche, dans le sud-est du Mexique, selon les autorités locales. Selon le secrétariat à la Sécurité de l'État du Yucatan, un poids lourd s'est renversé, percutant un véhicule compact et une camionnette qui transportait des ouvriers de la construction. Il s'agit du troisième accident de la route majeur au Mexique en moins d'une semaine. Lundi, une collision entre un train de marchandises et un autobus à deux étages à un passage à niveau avait fait 10 morts et 41 blessés dans l'État de Mexico (centre). Mercredi, un camion transportant environ 50.000 litres de gaz avait explosé dans le quartier d'Iztapalapa de la capitale Mexico, faisant 13 morts et plusieurs dizaines de grands brûlés.

## PÉROU

## 19 BLESSÉS DANS UNE MANIFESTATION

Au moins 19 personnes ont été blessées samedi au Pérou lors d'une manifestation contre le gouvernement de la présidente Dina Boluarte et le Congrès, ont rapporté dimanche les autorités et des défenseurs des droits humains, alors qu'une nouvelle marche est prévue dimanche. Des centaines de personnes ont défilé samedi dans le centre ville de la capitale Lima en direction du siège du gouvernement, sous un strict contrôle policier. Des groupes de jeunes ont lancé des pierres, des cocktails Molotov et des feux d'artifice sur les forces de l'ordre, qui ont riposté avec des gaz lacrymogènes et des balles en caout-

chouc. « Un policier a été brûlé au premier degré par un cocktail Molotov lors de la marche organisée par différents groupes », a rapporté la police nationale sur les réseaux sociaux, en publiant des images des affrontements. La Coordination nationale des droits humains (CND-DHH) a de son côté fait état de 18 blessés, dont un journaliste. Les protestations se sont intensifiées depuis que le gouvernement Boluarte a promulgué, le 5 septembre, une loi obligeant les jeunes à cotiser à des fonds de pension privés, malgré la précarité de l'emploi et le fait que plus de 70% des Péruviens travaillent dans le secteur dit informel.

EQUIPE NATIONALE

# Pression et incertitude sur 02 fennecs

Le début de saison ne sourit décidément pas à Amine Gouiri. Après avoir enflammé le Vélodrome l'an dernier avec dix buts et trois passes décisives en seulement quatorze matchs, l'attaquant international algérien traverse aujourd'hui une période de doute à l'Olympique de Marseille.

Marouane A.

Attendu comme l'un des fers de lance de l'attaque phocéenne, il peine à retrouver son efficacité. La rencontre de vendredi dernier face à Strasbourg a illustré ses difficultés actuelles : aligné d'entrée, il a manqué deux opportunités franches avant de céder sa place à Pierre-Emerick Aubameyang, entré en jeu pour trouver le chemin des filets quelques minutes plus tard. De quoi alimenter la comparaison entre les deux joueurs et accentuer la pression sur les épaules de Gouiri. Face à ce climat pesant, Roberto De Zerbi n'a pas tardé à voler au secours de son attaquant. L'entraîneur italien a tenu à tempérer les critiques et à rappeler l'importance du travail invisible de son joueur : «Amine ne doit pas se laisser atteindre par les critiques. Bien sûr, un numéro 9 est jugé sur ses buts, mais il a apporté dans d'autres domaines. Il a conservé des ballons, combiné avec ses partenaires, il s'est battu.» De Zerbi a également tenu à souligner que c'est grâce à ses buts décisifs que l'OM avait décroché sa place en Ligue des Champions. Un soutien qui vise à lui redonner confiance alors que Mar-



seille s'apprête à affronter l'Ajax Amsterdam en Coupe d'Europe. Pour l'équipe nationale, le cas Gouiri interpelle également. A l'approche des deux rendez-vous capitaux des Verts dans les éliminatoires du Mondial 2026, face à la Somalie le 9 octobre puis contre l'Ouganda le 14 octobre, le staff algérien espère voir son avant-centre retrouver rapidement son efficacité devant le but. Dans le même temps, une autre inquiétude plane sur la sélection : l'état de santé de Houssem Aouar. Le milieu de terrain d'Al-Ittihad a quitté

prématurément la pelouse vendredi dernier lors du choc face à Al-Nassr, touché à l'ischio-jambier gauche. Une blessure survenue sans contact, qui laisse craindre le pire.

## UNE LONGUE ABSENCE POUR AOUAR ?

Les premiers examens évoquent deux scénarios : un simple étirement nécessitant quelques jours de repos, ou bien un claquage plus sérieux qui pourrait l'éloigner des terrains plusieurs semaines. Dans cette seconde hypothèse, sa participa-

tion au prochain stage des Verts serait compromise. Pour Vladimir Petkovic, c'est un véritable casse-tête. Déjà privé ou incertain concernant Abdelkabar Kadri, Adam Ounas et Hicham Bouadaoui, le sélectionneur suisse voit son entrejeu décimé au moment où l'Algérie doit négocier deux matches décisifs dans la course à la Coupe du Monde. Depuis son arrivée en sélection, Aouar peine à trouver de la continuité, régulièrement rattrapé par des pépins physiques. Une situation frustrante pour le staff comme pour les supporters, qui attendent encore de voir l'ancien Lyonnais et Romain s'imposer durablement au cœur du jeu algérien.

A moins de deux semaines de ce double rendez-vous crucial, la sélection nationale se retrouve donc entre incertitudes et espoirs. D'un côté, un Gouiri en quête de confiance mais soutenu par son entraîneur ; de l'autre, un Aouar dont l'état de santé conditionnera en grande partie l'équilibre du milieu de terrain. Autant de questions qui accompagneront les Verts jusqu'au coup d'envoi de ce mois d'octobre décisif.

M.A.

## LIGUE 1 TRÊVE DU CHAMPIONNAT

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Mohamed Amine Meslouq, a annoncé, en marge de la dernière réunion du bureau fédéral, une trêve pour le championnat de Ligue 1 durant la prochaine date-FIFA (trêve internationale) prévue du 6 au 14 octobre 2025. Cette décision vise à permettre aux joueurs de rejoindre les différentes sélections nationales, en particulier l'équipe première et la sélection des joueurs locaux. Durant cette période, l'équipe nationale A effectuera un stage de préparation ponctué par deux rencontres importantes des éliminatoires de la Coupe du Monde 2026. Les «Verts» affronteront la Somalie le 9 octobre 2025 à 17h00 au stade Miloud Hadefti d'Oran, avant de recevoir l'Ouganda le 14 octobre 2025 à 17h00 au stade Hocine Ait Ahmed de Tizi Ouzou. Parallèlement, la sélection nationale des joueurs locaux effectuera un stage de préparation à Annaba en vue de sa participation à la Coupe arabe FIFA- Qatar 2025. Deux matches amicaux contre la Palestine sont programmés : le premier le 9 octobre 2025 à 20h30 au stade du 19 mai 1956 d'Annaba, et le second le 13 octobre 2025 à 18h00 dans la même enceinte. Lors de la dernière réunion du bureau fédéral, un accent particulier a été mis sur la nécessité pour la Ligue d'être plus stricte dans l'organisation des matches tout en prononçant des sanctions dans certaines situations qui l'exigent, notamment en cas de débordements. Il a également été décidé d'accompagner les clubs pour améliorer leur gestion financière, tout en prévoyant des mesures dissuasives à l'égard des équipes défaillantes. Le championnat de Ligue 1 en est actuellement à sa 6e journée, avec déjà quatre matches reportés. Cela complique davantage la tâche de l'établissement du calendrier, dans une saison marquée par de nombreux engagements de l'équipe nationale A et de la sélection locale, auxquels s'ajoutent les compétitions continentales impliquant le MC Alger, la JS Kabylie, l'USM Alger et le CR Belouizdad.

A.M.

## CYCLISME SUR PISTE / COURSE DE GRENCHEN CHALEL ENGAGÉ

Le cycliste international algérien, Yacine Chalel, a annoncé lundi qu'il sera engagé dans la course sur piste de Grenchen : Une compétition en catégorie UCI classe 2, prévue le 2 octobre prochain en Suisse, avec l'objectif d'engranger un maximum de points, pour améliorer son ranking mondial et augmenter par la même occasion ses chances de participation aux prochains grands événements de la discipline. Pour bien préparer cet événement, le pistard de 30 ans avait commencé par s'accorder plusieurs jours de repos, avant de reprendre la compétition ce dimanche, 28 septembre. C'était à l'occasion d'une course sur route, organisée par son club employeur, l'OC Val d'Oise, et pendant laquelle il a décroché un Top 10, dont il a été relativement satisfait. "Nouveau Top 10 obtenu à domicile, puisque c'était la course organisée par mon club. Après deux week-ends consécutifs sans courir, il m'a fallu quelques tours pour être dans le rythme. Mais au final, ces tours m'ont manqué pour prendre l'échappée victorieuse, et c'est là une chose regrettable, car l'écart s'était considérablement réduit à l'amorce du sprint. Cela dit, je suis assez satisfait des sensations avant de prendre la direction de Grenchen, pour une nouvelle course UCI en classe 2", a publié l'international algérien sur ses réseaux sociaux.

## Ligue 1 Mobilis (6<sup>e</sup> journée)

### Précieux succès de l'ES Mostaganem

L'USM Alger a raté une excellente occasion de rejoindre le peloton de tête de la Ligue 1 Mobilis de football, après s'être contentée d'un nul 1-1 contre le mal-classé MC El Bayadh, lundi, dans le cadre de la 6e journée, marquée également par le précieux succès de l'ES Mostaganem contre l'ES Sétif (1-0). Les Rouge et Noir qui restaient sur une défaite contre la JS Saoura (1-0), pensaient avoir réussi l'essentiel, en trouvant le chemin des filets à la 90e+4, par l'intermédiaire du jeune Rayane Mahrouz (1-0), mais c'était sans compter sur la ténacité

des visiteurs, qui ont réussi à arracher l'égalisation trois minutes plus tard, par l'intermédiaire de Benyahia, suite à une bêtise du capitaine Redoani. Un vrai coup de massue sur la tête des hommes de Benchikha, qui après ce semi-échec à domicile restent scotchés à la 11e place du classement général, avec six points, confirmant une entame de saison en dents de scie. Un résultat qui arrange donc beaucoup plus les affaires du MCEB, particulièrement sur le plan psychologique, car si le club des Hauts-Plateaux reste avant dernier

au classement général, avec seulement trois unités au compteur, il s'est fait un peu de bien au moral, en tenant tête à un cadreur de la Ligue 1 mobilis, de surcroît, sur son propre terrain. Dans l'autre rencontre disputée en soirée, l'ES Mostaganem a renoué avec le succès en dominant l'ES Sétif (1-0) grâce à une réalisation de Toumi à la 17e minute. Un précieux succès qui permet aux partenaires de Djamel Benlamri de se hisser à la 5e place en compagnie du CSC et l'USMK (8 pts), tandis que l'ESS reste scotchée à la 8e place.

## Ligue 2 amateur-Trophée Player Of The Month

### Six joueurs en lice

Six joueurs de la Ligue 2 amateur de football (3 dans le Groupe Centre-Est et 3 dans le Groupe Centre-Ouest) sont nominés pour le premier Trophée de "Player Of The Month" : Une récompense mensuelle, décernée par la Ligue nationale du football amateur au meilleur joueur du mois, a annoncé la LNFA lundi. Les six nominés sont : Nadjim Yaya (MO Béjaïa), Naoufel Righi (JSD Jijel) et Hicham Mokhtar

(US Biskra) dans le Groupe Centre-Est, ainsi que Djelloul Boukerma (JS El Biar), Boumediene Frifer (ASM Oran) et Mustapha Alili (JSM Tiaret) dans le Groupe Centre-Ouest. "La cérémonie sera organisée par la cellule de communication de la LNFA, alors que le vote final sera réservé exclusivement aux médias. Les puristes ont jusqu'à mardi, à 00h20 pour choisir. Les résultats seront dévoilés le lendemain, mer-

credi" a détaillé l'instance dans un communiqué, diffusé sur son site officiel. Avec trois buts marqués en trois journées de Ligue 2, l'ex-fer de lance du CA Batna, Naoufel Righi (32 ans) se présente comme un des sérieux candidats pour le trophée. Derrière lui viennent Yaya et Boukerma, avec deux buts chacun, au moment où Alili, Frifer et Mokhtar ne comptent qu'un seul but jusqu'ici.

## Venezuela : Vizcarrondo à la tête de la sélection

L'ancien défenseur vénézuélien de Nantes, Oswaldo Vizcarrondo, a été nommé sélectionneur intérimaire du Venezuela pour ses deux prochains matches amicaux en octobre, a annoncé lundi la fédération, qui a licencié l'Argentin Fernando Batista après l'échec dans la course au Coupe du monde 2026. "Oswaldo Vizcarrondo sera l'entraîneur principal intérimaire de la Vinotinto pour les matches amicaux (...) contre l'Argentine et le Belize," qui se joueront les 10 et 14 octobre aux Etats-Unis, a indiqué la Fédération vénézuélienne de football (FVF) dans un communiqué. Formé comme entraîneur en France, Vizcarrondo, 41 ans, était le sélectionneur des moins de 20 ans et des moins de 17 ans dans son pays natal. "A l'issue de ces engagements, Vizcarrondo continuera à la tête de la Vinotinto des moins de 17 ans, en se concentrant sur leur préparation pour la Coupe du monde de la catégorie au Qatar". Sa nomination intervient après que la FVF a renvoyé Batista et tout son staff à la suite du revers retentissant de la sélection vénézuélienne dans sa tentative de se qualifier pour la première Coupe du monde de son histoire. Le Venezuela a terminé son parcours par une défaite 6-3 à domicile contre la Colombie, déjà qualifiée. Le pays espérait qu'avec la place supplémentaire octroyée à l'Amérique du Sud, il réussirait au moins à se qualifier pour les

repêchages. Le Venezuela a finalement terminé 8e sur 10 équipes, derrière notamment la Bolivie.

### ENTRAÎNEUR DE LA SECTION FÉMININE PUIS ADJOINT DE PIERRE ARISTOUY

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, avait alors réclamé "une restructuration du staff technique". Globetrotteur du ballon rond, passé par le Venezuela, le Paraguay, la Colombie, l'Argentine et le Mexique avant de poser ses valises en France (Nantes de 2013 à 2017 puis Troyes de 2017 à 2019), Vizcarrondo était notamment dans l'équipe des Canaris lors de la 7e place obtenue en 2017 - jamais les Nantais n'ont fait mieux en Ligue 1 depuis. Une fois sa retraite prise en tant que joueur en janvier 2021, c'est en France qu'il s'est formé comme entraîneur, avec la section féminine du FC Nantes puis en devenant entraîneur adjoint éphémère de l'équipe première, sous Pierre Aristouy en mai 2023. Son départ soudain des féminines pour rejoindre le banc de l'équipe masculine avait d'ailleurs provoqué un petit malaise puisque ses joueuses avaient appris sa nomination dans la presse, en pleine lutte pour le maintien. Après avoir assuré le maintien du club en 2023, Aristouy avait été démis ses fonctions, seulement quelques mois plus tard, en novembre 2023.

## Afrique du Sud : Sanction de la FIFA, aux lourdes conséquences

Après des mois d'attente, la Fifa a tranché et a prononcé une sanction aux lourdes conséquences pour l'Afrique du Sud. En infligeant une défaite sur tapis vert aux Bafana Bafana, reconnus coupables d'avoir aligné un joueur suspendu face au Lesotho en mars dernier, la commission de discipline de l'instance internationale a totalement relancé le suspense dans le groupe C des éliminatoires pour la Coupe du monde 2026 dans la zone Afrique. Une nouvelle confirmée par la Fifa dans un communiqué publié sur son site internet ce lundi. En alignant Teboho Mokoena pour cette rencontre face à un adversaire à leur portée, suspendu pour deux jaunes reçus lors des deux rencontres précédentes, les Sud-Africains se sont mis en difficulté tous seuls. Et plutôt que la victoire acquise sur le terrain (2-0) devant leur public, les protégés du Belge Hugo Broos se retrouvent désormais avec une lourde défaite (0-3). La Fédération sud-africaine peut encore faire appel de cette

sanction auprès de la commission des recours mais n'a pas encore confirmé sa volonté de défendre son cas. Outre la pénalité sur le plan sportif, l'Afrique du Sud devra s'acquitter d'une amende de 10.000 francs suisses (environ 10.680 euros) auprès de la Fifa. Désormais devancés par le Bénin de Steve Mounié à la différence de buts (+4 pour le Bénin et +3 pour l'Afrique du Sud), les Bafana Bafana devront signer un carton lors des deux dernières journées des éliminatoires contre le Zimbabwe et le Rwanda. Mais il faudra aussi compter sur un échec du Bénin (ou des victoires moins larges) face au Rwanda et au Nigeria. Malgré l'extension de la Coupe du monde 2026 à 48 équipes, les qualifications de la zone Afrique restent très périlleuses. Seuls les premiers de chacun des neuf groupes seront directement qualifiés pour la compétition disputée au Canada, aux Etats-Unis et au Mexique. Les meilleurs deuxièmes participeront à un mini-tournoi de barrage.



ITALIE

## Vente de l'emblématique San Siro

L'AC Milan et l'Inter vont déboursier 197 millions d'euros pour l'actuel stade et les parkings adjacents où ils comptent construire leur nouveau stade qu'ils continueront de partager. Le nouveau San Siro, d'une capacité de 71.500 places, doit être livré en 2031 et coûtera aux deux clubs 1,2 milliard d'euros. Il sera conçu par les cabinets d'architectes Foster + Partners et MANICA.

L'actuel stade, l'un des plus emblématiques du football européen, souvent comparé à une cathédrale de béton, est le plus grand d'Italie avec ses 75.000 places. Mais l'enceinte, inaugurée en 1926 et rénovée à plusieurs reprises depuis, n'est plus adaptée aux besoins des spectateurs comme des clubs qui veulent accroître leurs recettes tirées de l'exploitation du stade. San Siro, connu également sous le nom de stade Giuseppe-Meazza, sera détruit en grande partie une fois que les travaux de construction du nouveau stade seront en voie d'achèvement. Les vestiges du stade, dont l'une des tribunes est classée monument historique, doivent être intégrés dans un projet immobilier de bureaux et d'installations sportives. L'Inter et le Milan avaient lancé en 2019 un premier projet de nouveau San Siro avant de l'abandonner en 2023 en raison de la lenteur du processus admi-

**Le conseil municipal de Milan a voté dans la nuit de lundi à mardi en faveur de la vente de San Siro à l'AC Milan et à l'Inter Milan, étape cruciale avant la destruction de l'actuel stade et la construction d'une nouvelle enceinte. Au terme de plus de onze heures de débats, portant sur 239 amendements, la résolution portant sur la vente du stade et des terrains avoisinants pour un total de 28 hectares, propriétés de la ville de Milan, a été adoptée mardi à 3h46 par 24 voix pour, vingt contre et deux abstentions.**

nistratif. Ils ont ensuite exploré la possibilité de construire chacun un stade, en grande périphérie de Milan, avant de se concentrer à nouveau sur San Siro, le quartier du nord-ouest de Milan où ils sont historiquement établis. Des recours en justice, notamment de l'opposition au maire Giuseppe Sala (écologiste, centre-gauche) qui estiment le

prix de vente trop bas, sont encore possibles et pourraient ralentir le projet présenté par les responsables des deux clubs comme du football italien comme indispensables pour que Milan accueille des rencontres de l'Euro-2032 co-organisé par l'Italie et la Turquie. San Siro sera cet hiver le cadre de la cérémonie d'ouverture des JO-2026 de Milan Cortina (6-22 février 2026).

### LES «NERRAZURI» DÉGAGENT DES BÉNÉFICES IMPORTANTS

L'Inter Milan, vice-champion d'Italie et d'Europe 2025, a dégagé ses premiers bénéfices en quinze ans à l'issue de la saison 2024-25, a annoncé lundi le club lombard. "Nouvelle augmentation du chiffre d'affaires et premiers bénéfices en quinze ans, c'est la démonstration d'une forte discipline financière", s'est réjoui l'Inter dans son communiqué. Lors de l'exercice 2024-25, clos le 30 juin 2025, l'Inter a généré un chiffre d'affaires de 567 millions d'euros, "le plus important jamais généré en Serie A", a assuré le club nerazzurro. Le bénéfice net s'est établi à 35,4 millions d'euros, soit une progression de 70 millions d'euros sur un an, après les 35,7 millions de pertes enregistrées en 2023-24. En 2024-25, l'Inter a terminé à la deuxième place du Championnat d'Italie, à un point de Naples, sacré lors de la 38e et dernière journée. Le club lombard a ensuite disputé la finale de la Ligue des champions face au Paris SG qui l'a surclassé 5 à 0. Dans la foulée et à la surprise générale, l'entraîneur Simone Inzaghi a quitté son poste et a été remplacé par Cristian Chivu. L'Inter est actuellement cinquième du Championnat d'Italie, à trois points du leader, son grand rival, l'AC Milan.

## SUPERCOUPE D'ESPAGNE (1/2 FINALES) : LE DERBY CHOC ATLÉTICO MADRID-REAL MADRID

Un derby madrilène entre l'Atlético et le Real est à l'affiche des demi-finales de la Supercoupe d'Espagne 2026, qui se joueront en Arabie saoudite en janvier prochain, tandis que le Barça (tenante) affrontera l'Athletic Bilbao, selon le programme dévoilé lundi par la fédération espagnole de football. Les trois matches de la compétition (1/2 finales et finale) se dérouleront entre le 7 et le 11 janvier 2026 à Djeddah. Une troisième confrontation entre les deux équipes de la

capitale cette saison dont la première a été remportée haut la main par les hommes de Diego Simeone (5-2) samedi dernier pour le compte de la 7e journée du championnat d'Espagne. La Supercoupe d'Espagne regroupe, depuis 2020, quatre équipes : les deux finalistes de la Coupe du Roi ainsi que le champion et le vice-champion de la Liga, qui peut également inclure le troisième ou le quatrième au classement si certaines équipes se qualifient par les deux voies. Le

FC Barcelone, qui a raflé tous les trophées de la saison passée en Espagne, s'est qualifié en ayant notamment remporté la Coupe du Roi (3-2, le 26 avril). Son finaliste, le Real Madrid, a aussi récupéré son ticket pour la compétition. Puisqu'ils ont terminé en première et deuxième positions au Championnat, ils ont permis à l'Atlético de Madrid, troisième, et l'Athletic Bilbao, quatrième, de les rejoindre pour disputer la Supercoupe d'Espagne.

# LES MOTS CROISÉS

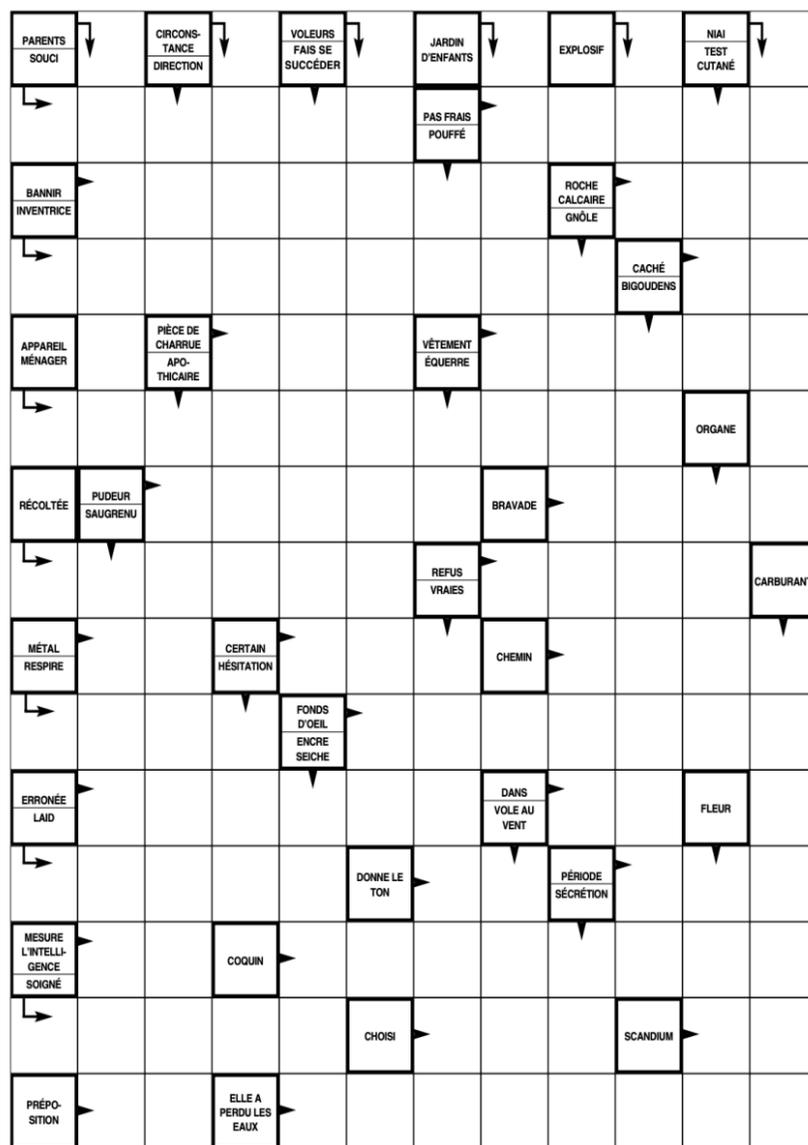
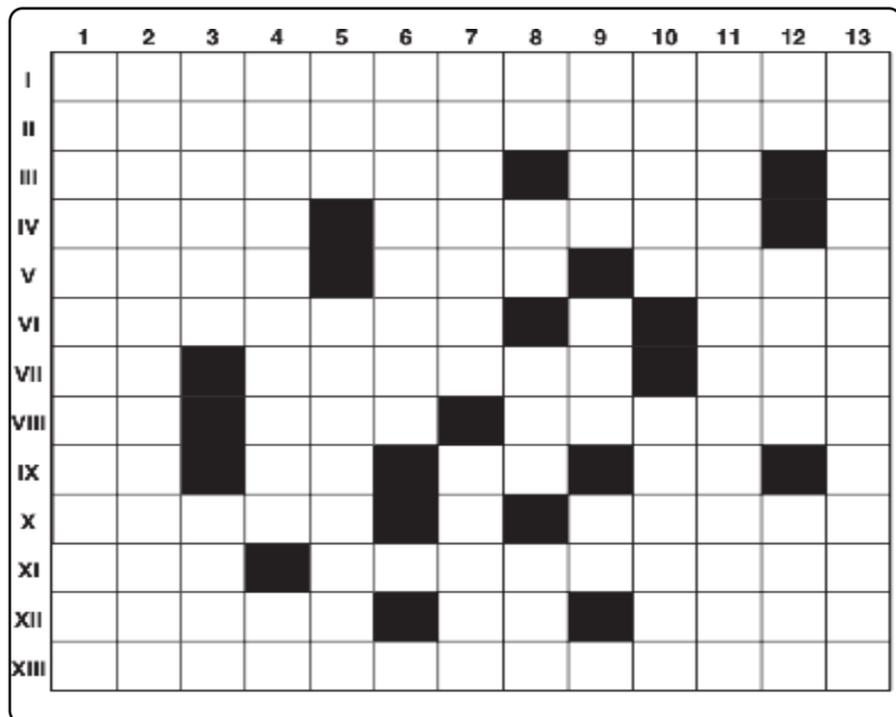
# LES MOTS FLÉCHÉS

## HORIZONTALLEMENT

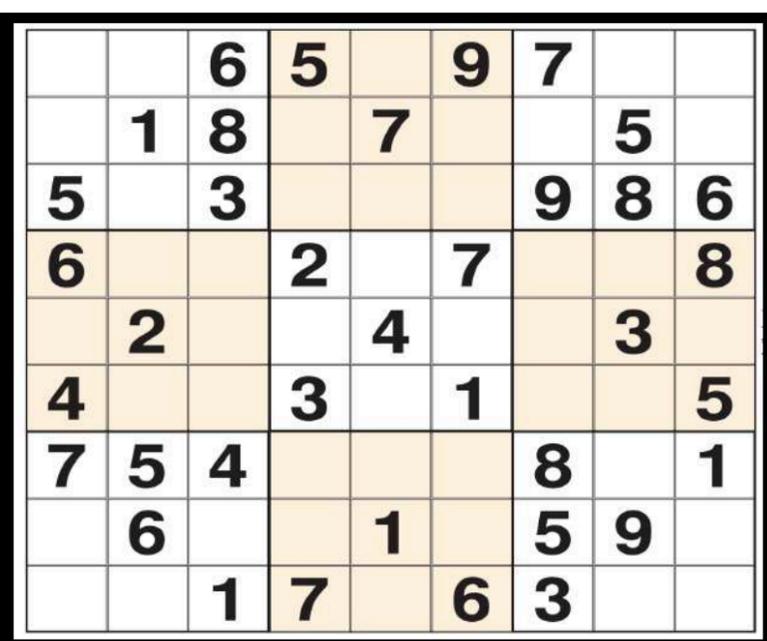
I. Après sa mort, divers poèmes et essais furent publiés sous le titre MIRACLES (1924). II. Impensable en salle de réanimation. III. Chaussais, et prenais soin des pieds. Interjection exprimant le doute. IV. La place forte de cette commune fut cédée à la France en 1713 suite au traité d'Utrecht. Il était donc étendu sans mouvement. V. Fleuve côtier de France et de Belgique. Arrivée en fin d'année. Fait forcément bonne impression. VI. Deux lettres en une seule. Comme de bien entendu... VII. Tête d'ahuri. Sultan d'Egypte de la dynastie des Mamelouks Burdjites. Prend tout autant soin des arabes que des anglais. VIII. Deux otées de huit. Pronom indéfini. En Bolivie andine et à près de 4 000 mètres d'altitude. IX. Un quartier d'Aix-les-Bains. Conjonction. Quelque chose de monstrueux que l'on retrouve en Russie. Au milieu du Togo. X. Elle rejoint le Rhin à Bâle. Ce n'est pas que pour les malaises que certains le prennent en main. XI. Ce genre d'échange, on le retrouve dans le métro parisien. Mise plus bas que terre. XII. Point décisif dans les arts martiaux. Morceau de pain. A de fortes mâchoires. XIII. Nom donné aux auteurs des massacres de septembre 1792.

## VERTICALEMENT

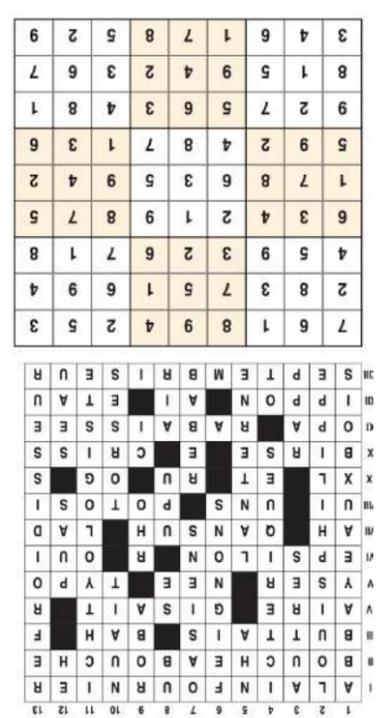
1. Couvent de femmes fondé à Paris rue de Sèvres en 1640 et où Madame Récamier résida de 1819 à 1849. 2. Roi de France, fils de Philippe Egalité et de Louise-Marie de Bourbon-Penthièvre. 3. Différents. Ce général français fut le gouverneur de Dantzig. 4. Peuvent-elles être amenées à rire jaune ? Morceau d'entrecôte. 5. Premier mot du nom de la capitale de la province de Khanh Hoa. Rouge, elle ne peut en aucun cas être un signe avant coureur. 6. Faisons semblant. 7. Ils vivent près d'un point d'eau dans le désert. Vièle arabe. 8. Dans un meuble et en double. Pronom personnel. Créée en 1874, son siège se trouve à Berne. Celui du temps est forcément d'actualité. 9. Il fut en 1959 le créateur de Boule et Bill. Lettre grecque. Démonstratif. 10. En faisait forcément voir de toutes les couleurs. Difformes. 11. Il peut être amené à donner son avis sur le comportement des vieilles et sur leur environnement. 12. Interjection. Ne fus donc pas en odeur de sainteté. En métal, en bois, en toile ou en plastique, tout dépend à quoi il sert. 13. Permet d'éviter les échauffements.



# SUDOKO



# SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



# MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : **MOTEUR DE RECHERCHE**

- AIKIDO
- ASHKENAZES
- BABOUCHKA
- BASKET
- BIKINI
- BOOKMAKER
- BUNKER
- CHAPKA
- COOKIE
- JACKPOT
- JOKER
- KABYLE
- KAPOK
- KARSTIQUE
- KEFFIEH
- KEPI
- KETCHUP
- KILOMETRE
- KIPPA
- KIPPOUR
- KOPECK
- KOSOVARS
- KURDE
- KYSTE
- LOUKOUM
- MARKETING
- MIKADO
- MOKA
- NICKEL
- OUKASE
- PANCAKE
- PAPRIKA
- POLKA
- SANSKRIT
- SKIPPER
- STEAK
- STOCK
- SUDOKU
- TROTSKISTE



## SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS

UN SECTEUR EN QUÊTE DE RENOUVEAU

# Un dialogue national pour repenser l'avenir de la scène théâtrale

À l'initiative du ministère de la culture et des arts, une rencontre nationale s'est tenue lundi au Palais de la culture « Moufidi Zakaria » à Alger. Artistes, directeurs de théâtres et universitaires y ont esquissé un diagnostic collectif et avancé des propositions pour redonner souffle au théâtre algérien.

■ **Samy Terki**

Le théâtre algérien se cherche un nouvel élan. Lundi 29 septembre, le Palais de la culture « Moufidi Zakaria » a accueilli une rencontre nationale qui a réuni plus de 250 participants : comédiens, metteurs en scène, directeurs de salles, universitaires et professionnels du secteur. L'objectif affiché, ouvrir un dialogue structuré sur l'avenir d'un art qui demeure central dans la mémoire culturelle du pays, mais peine à trouver sa place dans le paysage contemporain. La ministre de la culture et des arts, Malika Bendouda, a donné le ton dès l'ouverture. En rendant hommage au comédien Fouzi Saïchi, récemment disparu, elle a placé la rencontre sous le signe de la mémoire et de la continuité. Elle a ensuite rappelé la vocation du théâtre comme espace d'expression libre et de vivre-ensemble, un héritage philosophique et politique qui, depuis la cité grecque, continue de nourrir la réflexion sur le rôle de l'art dans la cité. Au-delà du symbole, la ministre a insisté sur



la nécessité de « réinscrire le théâtre dans l'espace culturel national », en l'articulant autour de valeurs de justice, de beauté et de dialogue. Elle a surtout souligné que cette rencontre devait être un moment d'écoute : un lieu où les professionnels peuvent faire remonter leurs préoccupations et participer aux chantiers de réforme engagés par son département. Les débats se sont organisés

autour de cinq ateliers thématiques : la gouvernance et la gestion des institutions théâtrales ; la production et la distribution des spectacles ; les stratégies de fidélisation et d'élargissement du public ; la formation, l'archivage et la numérisation ; enfin, le rôle des coopératives et associations culturelles dans l'accompagnement de la création. Autant de volets qui traduisent les multiples défis

auxquels fait face la scène nationale, manque de moyens, difficultés de diffusion, publics clairsemés, absence d'outils numériques adaptés. En marge des discussions, la ministre a réuni les directeurs des théâtres nationaux et régionaux afin d'évoquer la modernisation de leurs méthodes de travail et leur rôle dans la dynamisation du secteur. La clôture a donné lieu à la restitution des recommandations issues des ateliers. La ministre a salué « l'esprit constructif » des participants et s'est engagée à transformer ces pistes en mesures concrètes. À travers cette rencontre, le ministère entend amorcer une dynamique nouvelle, où artistes et institutions travailleraient de concert pour replacer le théâtre au centre de la vie culturelle. Mais la tâche s'annonce délicate : il faudra traduire les intentions en politiques durables, et convaincre un public parfois éloigné de la scène. C'est tout l'enjeu d'un art qui, en Algérie, reste porteur d'une mémoire collective mais cherche encore le chemin de son renouveau.

S.T.

## HOMMAGES UNANIMES

### La disparition de Faouzi Saïchi attriste le monde artistique

Réalisateurs et comédiens ont unanimement salué, lundi 29 septembre, la mémoire de Faouzi Saïchi, décédé à l'âge de 74 ans des suites d'une longue maladie. Tous ont évoqué « une grande perte » pour l'art et le cinéma en Algérie, rappelant le rôle majeur de celui qui fut l'un des visages familiers du grand et du petit écran depuis les années 1980. Le président de l'Association artistique de cinéma Lumières, Amar Rabia, a décrit le défunt comme « une grande figure de l'art algérien », soulignant l'empreinte laissée par ses interprétations. Il a rappelé notamment son rôle principal dans *Un toit, une famille* (1982), de Rabah Laradji, qui lui avait valu le prix de la meilleure interprétation masculine aux Journées cinématographiques de Carthage, en Tunisie, la même année. Le comédien Sid Ali Bensalem a insisté sur les qualités humaines de l'acteur, qu'il a décrit comme un artiste « cultivé, humble, passionné par son métier et profondé-

ment attaché à l'art ». Le réalisateur de télévision Djamel Eddine Hazourli a, pour sa part, salué « un comédien talentueux qui a largement contribué au cinéma et à la télévision », et dont le public garde, selon lui, « une empreinte indélébile ». Né en 1951 à Ain Sefra, dans la wilaya de Naâma, Faouzi Saïchi a mené une carrière riche de plus de quinze films. Parmi eux figurent *Les Folles années du twist* (1986), *Le Clan-destin* (1989), *De Hollywood à Tamarrasset* (1991) ou encore *La Route d'Is-tanbul* (2016). À la télévision, il s'était fait connaître grâce à la série culte *Les Aventures de Rmîmez* (1986), aux côtés de la regrettée comédienne Ouardia. C'est de ce rôle qu'il avait tiré son nom de scène, « Rmîmez », qui l'accompagna tout au long de sa carrière. Il participe également à des productions populaires comme *Nass Mlah City* (2004), *Djemaï Family* (2011) de Djafar Gacem, et *Bougroun* (2018). Ses débuts remontent aux années 1970,

lorsqu'il était musicien de jazz à Alger. Il rejoignit ensuite le théâtre radiophonique francophone avant de s'orienter vers le cinéma, où il collabora avec de grands réalisateurs algériens tels que Mahmoud Zemmouri et Merzak Allouache. Cette trajectoire, marquée par une diversité de genres et de registres, lui a permis de s'imposer comme l'un des comédiens les plus polyvalents de sa génération. En 2021, il avait été honoré par la Cinéma-thèque algérienne, en partenariat avec l'association Lumières, dont il était membre actif. Cette distinction venait consacrer plus de quarante années d'une carrière placée au service du cinéma et de la culture algérienne. La disparition de Faouzi Saïchi laisse un vide profond dans le paysage artistique du pays, où il restera comme une figure respectée et populaire, témoin d'une époque et d'une créativité qui ont façonné le cinéma et la télévision algériens.

### Changement à la tête de l'Opéra d'Alger

Le ministère de la culture et des arts a annoncé, lundi 30 septembre, la fin des fonctions du directeur général de l'Opéra d'Algérie, Abdelkader Bouazzara. La gestion de l'institution est désormais confiée, à titre intérimaire, à son secrétaire général, Farid Khaous. Implanté à Ouled Fayet, à l'ouest d'Alger, l'Opéra d'Algérie occupe une place

centrale dans la vie culturelle nationale. Depuis son inauguration en 2016, la salle accueille concerts, opéras, ballets et pièces de théâtre, tout en servant de « vitrine » aux grandes manifestations artistiques internationales organisées en Algérie. Le départ de M. Bouazzara, en poste depuis plusieurs années, s'inscrit dans un mouvement plus

large de réajustements à la tête des établissements culturels. La période d'intérim confiée à M. Khaous devra assurer la continuité des activités et préparer le terrain à une nouvelle direction, chargée de redonner un « souffle » à cette institution appelée à jouer un rôle de premier plan dans le rayonnement artistique du pays.

LE TOURISME CULTUREL AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

### À Tlemcen, un colloque appelle à ancrer la culture touristique dans la société

À l'occasion de la Journée mondiale du tourisme, Tlemcen a accueilli samedi soir un colloque national consacré au rôle du tourisme culturel dans la préservation du développement durable. Intitulée « Le tourisme culturel, un facteur important pour la préservation du développement durable », la rencontre a réuni chercheurs, professionnels et acteurs associatifs, qui ont plaidé pour une véritable « culture touristique » partagée par l'ensemble des citoyens. Sehili Boubakar, représentant de l'Association nationale de communication touristique — organisatrice de l'événement en partenariat avec la Fondation Emir Abdelkader — a insisté sur l'importance de sensibiliser la société à la protection des sites patrimoniaux. Selon lui, cette démarche suppose de faire des citoyens des partenaires des institutions publiques dans la promotion du tourisme, en passant par des campagnes pédagogiques et par une implication accrue dans les rencontres sectorielles. Il a également souligné le rôle central de la famille, appelée à inculquer aux enfants des valeurs de citoyenneté liées à la préservation de l'environnement et des sites culturels, avec l'appui des établissements éducatifs, des mosquées, des associations et des médias. Un appel relayé par Akbi Kheireddine, de la Fédération nationale de l'hôtellerie et du tourisme, qui a mis en avant la nécessité d'associer l'ensemble des acteurs du secteur afin de renforcer la conscience citoyenne et de mieux valoriser les atouts touristiques du pays. L'objectif, a-t-il dit, est d'attirer un public plus large, national et international, en préservant les richesses culturelles et naturelles. Pour sa part, Ayache Salim, formateur en hôtellerie et membre de la même association, a esquissé quelques pistes pratiques : inciter les Algériens à visiter les sites naturels, à privilégier l'hébergement chez l'habitant, à recourir à des moyens de transport écologiques et à utiliser les réseaux sociaux comme vecteur de promotion des destinations. Des pratiques susceptibles, selon lui, de concilier attractivité touristique et durabilité. L'Association nationale de communication touristique, représentée par son président Zouhir Mokdad, a par ailleurs annoncé la tenue prochaine de plusieurs colloques thématiques dans différentes wilayas : tourisme rural à Saïda, tourisme historique à Batna, tourisme scientifique à Constantine, mais aussi tourisme saharien et religieux à Timimoun. La rencontre de Tlemcen a également donné lieu à des interventions d'enseignants de l'Université locale, venus présenter des « expériences » concrètes de valorisation du « patrimoine immatériel », comme le costume traditionnel, ainsi que des initiatives en faveur du tourisme culturel. Une « exposition » dédiée à l'artisanat a été organisée en marge des débats, offrant un aperçu tangible de la richesse créative locale. À travers ce colloque, Tlemcen, ville emblématique de l'histoire et de la culture algériennes, s'affirme une nouvelle fois comme un lieu de réflexion sur les conditions d'un tourisme capable de conjuguer mémoire, identité et développement durable.

S.T.

# 16



● Alger 29°  
● Ouargla 42°  
● Oran 30°  
● Constantine 41°

1DJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISH.
05:23	12:47	16:14	18:52	20:06



## Le président de la République s'entretient par téléphone avec l'émir de l'État frère du Qatar

M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République, s'est entretenu hier par téléphone avec Son Altesse l'Émir de l'État fraternel du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani. Au cours de cette conversation, il l'a remercié pour tous les efforts déployés par lui-même et par l'État du Qatar en faveur de la cause palestinienne, malgré la récente agression dont il a été victime, et l'a encouragé à poursuivre

ces efforts jusqu'à ce que l'injustice dont souffre le peuple palestinien frère soit levée. À cette occasion, le président de la République a évoqué avec son frère les relations bilatérales solides et ils ont convenu de se rencontrer prochainement.



# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / Mercredi 1<sup>er</sup> octobre 2025 / N° 1173 // PRIX 20DA

Unis par l'histoire, tournés vers de nouveaux partenariats

## L'Algérie et le Vietnam renforcent leur coopération

**L**e président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a reçu hier l'ambassadeur du Vietnam à Alger, Tran Quoc Khanh, à qui il a présenté les condoléances de l'Algérie après le passage meurtrier du typhon Bualoi. La rencontre a aussi été l'occasion de réaffirmer la profondeur des liens historiques entre les deux pays et d'explorer de nouvelles perspectives de coopération économique, politique et culturelle.



Le président du Conseil de la nation a reçu hier au siège de l'institution parlementaire M. Tran Quoc Khanh, ambassadeur de la République socialiste du Vietnam en Algérie, qui lui a rendu une visite de courtoisie. M. Azouz Nasri a d'abord présenté ses sincères condoléances et sa profonde compassion à l'ambassadeur vietnamien, et à travers lui à tout le peuple vietnamien, suite au drame provoqué par le typhon Bualoi, qui a frappé, dimanche dernier, le Vietnam. De même qu'il a exprimé le sou-

tien moral de l'Algérie au Vietnam, pays ami, le président du Conseil de la nation a réaffirmé «la disponibilité de l'Algérie à apporter son aide au Vietnam éprouvé par la tragédie du typhon Bualoi survenue au lendemain de la célébration du 80<sup>e</sup> anniversaire de sa fête nationale et de sa victoire contre le colonialisme», indique le communiqué sanctionnant la rencontre du président du Conseil de la nation avec M. Tran Quoc Khanh, ambassadeur de la République socialiste du Vietnam en Algérie. Ce dernier a été reçu lundi au siège de l'institution

parlementaire par Azouz Nasri, qui lui a présenté ses sincères condoléances et sa profonde compassion, et à travers lui à tout le peuple vietnamien, suite au drame provoqué par le typhon Bualoi qui a frappé, dimanche dernier, le Vietnam. Tout en formulant à l'occasion ses vœux de progrès et de prospérité pour le Vietnam, Azouz Nasri a souligné que «cet événement historique du 80<sup>e</sup> anniversaire de la fête nationale de la victoire contre le colonialisme symbolise la résistance et la volonté d'un grand peuple qui, par ses sacrifices, a écrit des

pages glorieuses dans l'histoire de la liberté et de la libération, devenant une source d'inspiration pour les peuples colonisés». Il a aussi rappelé l'épopée de Dien Bien Phu, en précisant qu'elle a constitué un moteur pour les peuples d'Asie et d'Afrique encore sous domination coloniale. L'autre question phare mise en évidence par le président du Conseil de la nation a trait à «la solidarité» et «la noblesse» des relations algéro-vietnamiennes, nourries par la lutte commune contre le colonialisme français. «Ces parcours de lutte convergents ont façonné une profonde solidarité entre les deux peuples», a affirmé Nasri tout en rappelant aussi que ces liens ont permis la signature de plus de soixante accords de coopération, couvrant divers domaines, politique, économique, culturel et éducatif, et qu'il faut réactiver et actualiser aujourd'hui, dans l'attente de la conclusion d'une vingtaine de nouveaux accords en préparation. S'agissant du volet politique, Nasri a tenu vivement à saluer «la coordination permanente entre les deux pays au sein des instances internationales telles que l'ONU, le Mouvement des non-alignés et le Groupe des 77 + Chine», ainsi que «la dynamique des consultations politiques et des commissions mixtes, notamment la 12<sup>e</sup> session tenue à Hanoï en 2023, qui a ouvert de nouvelles perspectives pour la coopération économique et scientifique». «Lesquelles perspectives sont renforcées par l'adoption en Algérie de nouvelles lois, en particulier celles relatives à l'investissement et aux activités minières, qui offrent des facilités et des incitations de grande importance», a-t-il affirmé. L'attachement indéfectible de l'Algérie au soutien des droits inaliénables du peuple palestinien, et les positions de principe du Vietnam qui n'a cessé de plaider pour le respect des résolutions de la légalité internationale et pour le droit du peuple palestinien à l'autodétermination ont été réaffirmés et salués par Nasri. Ce dernier a aussi insisté sur la position constante de l'Algérie en faveur du principe de la décolonisation en Afrique, à travers l'exercice par le peuple sahraoui de son droit à la souveraineté. La situation au Sahel et en Libye n'était pas en reste, puisqu'elle a également été évo-

quée par M. Nasri, qui a réitéré encore une fois la position de l'Algérie «en faveur du retour à la légitimité constitutionnelle et de la primauté du dialogue, seule garantie de la sécurité, socle du développement», ajoute la même source. L'aspiration du Vietnam à élargir la coopération bilatérale avec l'Algérie dans divers secteurs économiques, notamment des domaines de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire, des télécommunications et de la culture, en tirant profit des expertises nationales respectives pour développer des partenariats fructueux, a été réaffirmée par l'ambassadeur du Vietnam. Et d'ajouter que «son pays considère le marché algérien comme une porte d'entrée prometteuse vers l'Afrique, tandis que le Vietnam représente pour l'Algérie un accès stratégique à l'Asie du Sud-Est, ce qui nécessite l'activation du cadre juridique régissant la coopération». Tout en étant précis, l'ambassadeur a déclaré que «l'Algérie est sur la bonne voie, grâce aux mesures récemment prises par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune», avant de féliciter l'Algérie pour son adhésion au Traité d'amitié et de coopération de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Parlant des questions internationales d'intérêt commun, l'ambassadeur vietnamien a exprimé le soutien de son pays à la légalité internationale et au droit des peuples à l'autodétermination. Enfin, la rencontre a permis aux deux parties de souligner la nécessité du renforcement de la coopération parlementaire, afin de la hisser au niveau des relations politiques entre les deux pays, particulièrement par l'activation des comités d'amitié, l'élargissement des échanges de visites et d'expériences, qui constituent des instruments efficaces pour consolider la concertation et la coopération institutionnelle. «La volonté des deux parties d'ouvrir des perspectives plus larges de concertation et de coordination «au sein des fora régionaux et internationaux, en faveur de la promotion des valeurs de paix et de solidarité, et de la construction d'un monde plus juste et plus équilibré, a été mise en avant par les deux parties.

Kader M.

### Mouloudji à M'sila pour présenter les condoléances aux familles des victimes des inondations

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, s'est rendue hier dans la wilaya de M'sila. Elle est chargée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de présenter ses condoléances aux familles des victimes des récentes inondations survenues dans les communes de Sidi Aïssa et Aïn El Hadjel, et de leur apporter un soutien psychologique ainsi que l'aide nécessaire, indique un communiqué du ministère.

### Le président de la République reçoit le président du parti Sawt Echaab

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier le président du parti Sawt Echaab, M. Lamine Osmani à la demande de ce dernier. L'audience s'est déroulée en présence de Kamel Sidi Saïd, conseiller auprès du président de la République et chargé de la Direction générale de la communication, ainsi que de Mustapha Saïdj, conseiller auprès du président de la République et chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques.